



ACCORD DE CESSEZ-LE-FEU EN LIBYE

# SABRI BOUKADOUM APPELLE À SA PLEINE MISE EN ŒUVRE

Page 3

BILAN CORONA

**208 NOUVEAUX CAS ET 7 DÉCÈS EN 24 HEURES**

Page 16

ISSN : 1112-7449

# MIDI



*L'info, rien que l'info*

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

*Libre*

N° 4261 | Mercredi 19 mai 2021 - Prix : 10 DA • www.lemidi-dz.com

TAMANRASSET

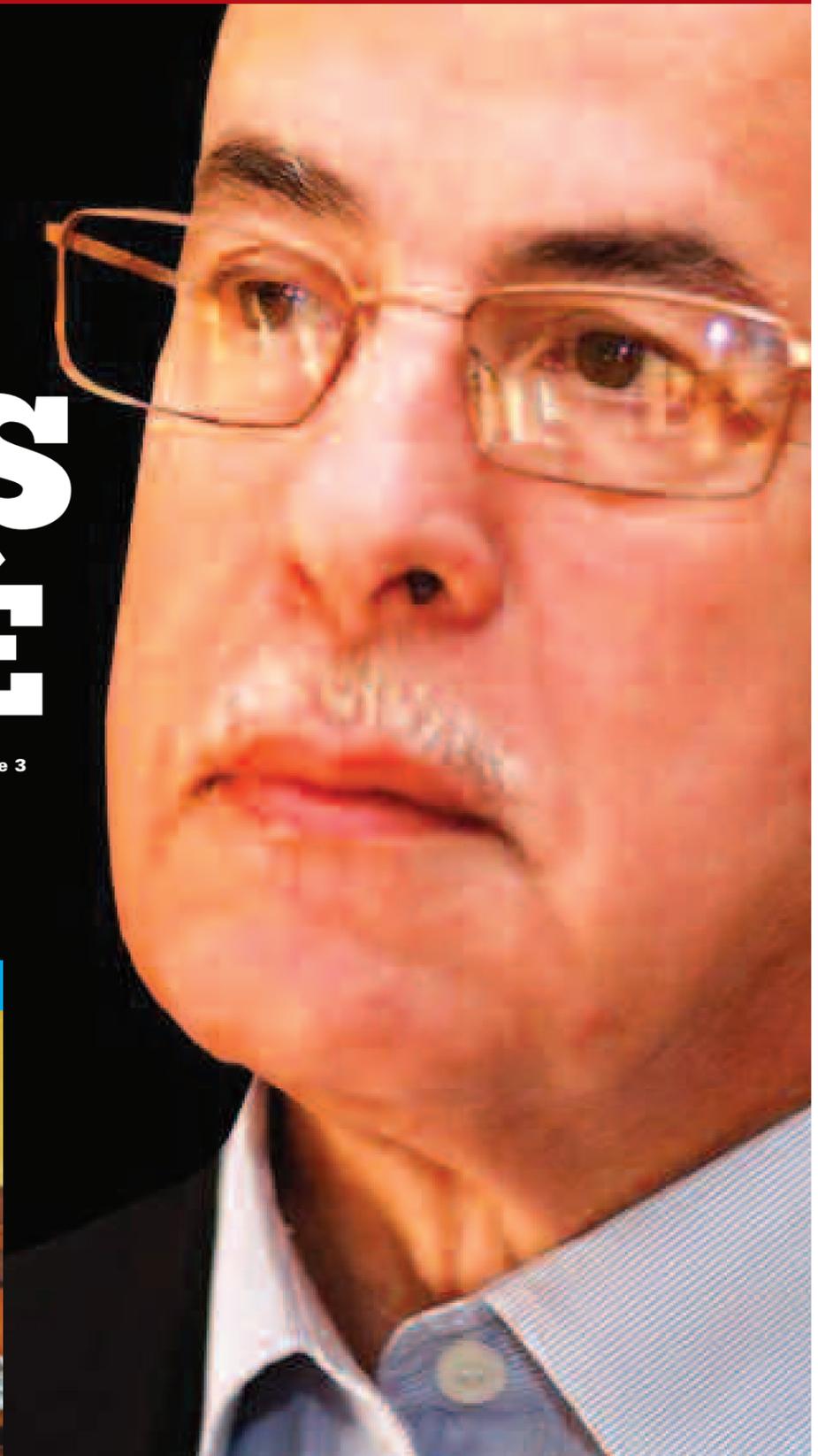
**PREMIÈRE EXPÉDITION DE VIANDES ROUGES VERS ALGER**

Page 5

## MÉDIATEUR DE LA RÉPUBLIQUE

# KARIM YOUNÈS LIMOGÉ

Page 3



ALIMENTATION EN EAU POTABLE



**LE MINISTRE MUSTAPHA MIHOUBI ACCABLE LA SEAAL ET RASSURE**

Page 3

ETUDES EN FRANCE

**UNE "CAUTION FINANCIÈRE" INÉDITE POUR OBTENIR LE VISA**

Page 4



3

mille logements  
attribués au nouveau  
pôle d'Ighil-Ouzarif.

20

millions  
de personnes  
totalement vaccinées  
en Grande-Bretagne.

632

individus interpellés  
pour diverses affaires  
durant le 1<sup>er</sup> trimestre  
2021.

## Améliorer les prestations des urgences des polycliniques

Le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Abderrahmane Benbouzid, a souligné la "nécessité d'améliorer les prestations sanitaires dispensées dans les services des urgences, notamment dans les polycliniques étant la première destination du malade et la structure sanitaire la plus proche de son lieu de résidence". Le ministre, qui inaugurerait le service des urgences de la polyclinique 5-Juillet à Bab-Ezzouar, a indiqué que son département "œuvre à améliorer les services des urgences au niveau des polycliniques en les dotant de toutes les spécialités et des moyens humains et matériels, notamment de laboratoires et de services de radiologie pour une meilleure prise en charge des patients". Au centre hospitalo-universitaire Mustapha-Pacha, le ministre a procédé à l'inauguration de l'unité de triage médical des urgences, affirmant qu'elle "permettra une meilleure maîtrise de la situation en cas d'affluence importante des malades". Il a réaffirmé, par ailleurs, l'importance de "réserver une entrée aux cas urgents en



vue d'éviter l'encombrement enregistré au niveau des entrées du centre hospitalo-universitaire situé au cœur d'Alger".

## Les musées ouverts au public "à titre gracieux" du 17 au 20 mai



L'ENTRÉE AUX  
MUSÉES  
GRATUITE DU 17  
AU 20 MAI 2021

La ministre de la Culture et des Arts, Malika Bendouda, a annoncé l'ouverture des musées à l'échelle nationale "à titre

gracieux" et ce du 17 au 20 mai. Cette accès gratuit aux musées entre dans le cadre de la célébration de la Journée internationale des musées.

Cette initiative louable vise à inciter les citoyens à découvrir la richesse du patrimoine national. Intervenant à l'ouverture des portes ouvertes sur "La sécurité culturelle... enjeu du développement culturel durable" organisées au Centre des arts et de la culture au Bastion 23, Malika Bendouda a invité les citoyens à se rapprocher de ces espaces qui abritent "la mémoire nationale afin de se réconcilier avec le patrimoine qui représente notre fierté".

Le combat "mené pour la préservation du legs est une cause profondément participative, impliquant instances, organisations, associations et individus, et requérant une coordination au plus haut niveau, à travers la constitution d'équipes de protection pleinement et officiellement habilités à exercer le devoir de riposte au actes de vandalisme qui entameraient les objets patrimoniaux", a-t-elle souligné.

## Poursuites judiciaires contre les auteurs d'agressions sur les trains

La Société nationale des transports ferroviaires a enregistré avec regret, "durant la journée du samedi 15 mai 2021, au niveau de la halte du Caroubier, des comportements inadmissibles de la part de jeunes adolescents qui ont entravé la circulation des trains vers les gares d'El-Affroun et de Zéralda, en actionnant abusivement les signaux d'alarme, ce qui a empêché le redémarrage du train et a engendré des perturbations dans la circulation des autres trains durant toute l'après-midi du samedi", a expliqué la Société nationale des transports ferroviaires. En plus, ajoute la même source, "ces jeunes s'en sont pris aux trains par un caillassage causant le bris de plusieurs vitres et des dommages importants au train". A cet effet, la Société nationale des transports ferroviaires a interpellé "les parents de ces jeunes à prendre leurs responsabilités envers leurs enfants", souligne le communiqué, ajoutant que les services concernés de la société "ont déjà entamé les procédures de poursuites judiciaires envers ces individus, sur la base des enregistrements vidéos des caméras installées dans les trains". La SNTF a appelé, par ailleurs, "au civisme de nos concitoyens



et son aimable clientèle pour préserver les trains et les installations ferroviaires qui sont la propriété de tous les Algériens".

D  
I  
L  
I  
T

### Sabri Boukadoum

"Nous réitérons la ferme condamnation par l'Algérie des actes barbares auxquels se livrent les forces d'occupation contre le peuple palestinien."

## "Rackettée" par des sangliers sur le parking d'un supermarché

Elle était au mauvais endroit au mauvais moment. Une cliente d'un supermarché près de Rome, a été poursuivie sur le parking par un groupe de sangliers, l'obligeant à abandonner ses courses rackettées par le petit groupe qui récupère les précieuses denrées.

Peu agressifs, les sangliers peuvent parfois causer des dommages.

## Il coupe les cheveux de ses clients au... hachoir et au chalumeau

Si vous êtes prêts à risquer votre vie pour une nouvelle coupe, votre salon de coiffure rêvé se trouve à Lahore. Là-bas, Ali Abbas coiffe ses clients à l'aide d'un chalumeau, d'un hachoir ou encore de bris de verre.

Dans un pays très conservateur en matière de mode, le style étonnant de ce coiffeur connaît pourtant un vif succès.

Certains clients viennent d'aussi loin que l'Allemagne pour se faire couper les cheveux au hachoir ou gagner en volume en se faisant brûler la crinière au chalumeau.

MÉDIATEUR DE LA RÉPUBLIQUE

# Karim Younès limogé

*Le médiateur de la République, Karim Younes, a été limogé hier par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune.*

PAR KAMEL HAMED

**C'**est ce qui a été annoncé en effet par un communiqué de la présidence de la République rendu public hier en début d'après-midi.

Pour lui succéder le Président a choisi Brahim Merad, qui occupait jusque-là le poste de conseiller du président chargé des zones d'ombre. Cette annonce a surpris les observateurs tant Karim Younès semblait jouir de la confiance totale du chef de l'État. Bien évidemment le communiqué de la présidence, laconique du reste, ne donne aucune précision sur les raisons ayant conduit à ce changement.

Karim Younes, pour rappel, a été nommé à ce poste au mois de février de l'année 2020.

Karim Younès n'est pas un inconnu sur la scène politique nationale. En effet avant qu'il ne soit nommé au poste de médiateur de la République il a été coordonnateur de l'Instance nationale de dialogue et de médiation (INDM).

Une instance créée lors des événements qu'a connus le pays lors de la révolte populaire du 22 février 2019. Et c'est le chef de l'État par intérim de l'époque, Abdelkader Bensalah, qui lui a fait confiance pour mener à bien cette mission alors que le pays traversait une période politique assez troublée marquée par le hirak et la démission du président de la République, Abdelaziz Bouteflika, suite à l'opposition populaire à son ambition politique annoncée de briguer un cinquième mandat d'affiliée.



Dans ce dernier poste de coordonnateur de l'Instance nationale de dialogue et de médiation il a eu la lourde tâche de convaincre nombre d'acteurs politiques d'adhérer au dialogue prônée par le pouvoir à l'effet d'atténuer la crise née des suites de la démission du Président Bouteflika et la révolte populaire du 22 février.

Une mission qui n'a pas été une simple sinécure tant la situation politique était assez floue marquée par la suspicion. On se rappelle notamment des efforts menés par Younès en vue d'apaiser la situation et d'amorcer le dialogue.

Pour ce faire il a rencontré plusieurs acteurs et il a transmis les doléances au chef de l'État, Abdelkader Bensalah. Mais

malgré cela il a été fortement critiqué, notamment par les activistes du hirak qui lui ont reproché de rouler pour les thèses du pouvoir.

Ce dernier voulait, à l'époque, organiser coûte que coûte l'élection présidentielle pour mettre fin à la crise. Après cette mission Karim Younès a été rappelé par l'actuel locataire du palais d'El-Mouradia. Mais plus d'une année après il a mis fin à ses fonctions pour des raisons qui restent pour le moment inconnues.

Karim Younes est un homme politique ayant occupé plusieurs hautes fonctions par le passé. Il a été notamment président de l'Assemblée populaire nationale de juin 2002 à juin 2004.

K. H.

CESSEZ-LE-FEU EN LIBYE

## Boukadoum appelle à la pleine mise en œuvre

PAR LAKHDARI BRAHIM

Le chef de la diplomatie algérienne, Sabri Boukadoum, a jugé hier "primordial" la pleine mise en œuvre de l'accord de cessez-le-feu en Libye et le retrait des mercenaires et combattants étrangers pour préserver la souveraineté et l'intégrité territoriale du pays.

S'exprimant à l'ouverture de la réunion ministérielle du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine (CPS) consacrée à la Libye, Boukadoum a appelé à fournir des efforts supplémentaires pour mieux aider le gouvernement intérimaire à atteindre les priorités clés de son plan d'action dans les domaines politique, sécuritaire et socioéconomique.

"Sur le plan sécuritaire : la pleine mise en œuvre de l'accord de cessez-le-feu, signé le 23 octobre 2020, y compris le retrait des combattants et mercenaires étrangers et l'application de l'embargo sur les armes (imposé) par le Conseil de sécurité de l'Onu, en plus du déploiement effectif du mécanisme de surveillance du cessez-le-feu, (conduit par les Libyens) est primordial si nous voulons préserver la souveraineté, l'unité et l'intégrité territoriale de la Libye", a déclaré Boukadoum. Félicitant les acteurs

libyens pour leur engagement constructif et détermination à rétablir l'unité et la paix dans leur pays après des années de conflit et d'ingérences étrangères, M. Boukadoum a pour autant estimé que la situation exigeait une attention soutenue de la communauté internationale.

"Malgré ces développements encourageants, de nombreux défis restent à rele-

ver en raison d'une décennie d'instabilité qui a causé des blessures internes profondes et graves", a-t-il relevé, soulignant que "des efforts supplémentaires sont nécessaires pour s'attaquer de manière globale aux tensions militaires, politiques et économiques qui ont alimenté la crise en Libye".

L. B.

### Premiers vols d'une compagnie étrangère vers la Libye depuis 7 ans

La compagnie aérienne "Tunisair" a annoncé hier avoir repris ses vols vers la Libye, devenant la première compagnie internationale à desservir ce pays depuis août 2014. Deux avions ont atterri lundi à Tripoli et Benghazi où les pompiers libyens ont célébré l'événement en les aspergeant d'eau, selon la compagnie tunisienne.

Tunisair, qui avait été la dernière compagnie aérienne étrangère à cesser de desservir le pays voisin, en août 2014, est devenue la première à reprendre ses activités en Libye.

Jusqu'à-là, seules les compagnies libyennes assuraient des liaisons aériennes internationales, desservant Tunis, Istanbul et Alexandrie, mais elles n'ont pas accès à l'espace aérien européen.

Tunisair assure depuis lundi cinq vols hebdomadaires en provenance de Tunis, trois à destination de la capitale Tripoli et deux vers Benghazi, a indiqué Tunisair.

L'objectif est de relancer dans les prochains mois des vols quotidiens, comme avant 2011.

Les lignes desservant la Libye sont parmi les plus rentables pour Tunisair, compagnie dont les profondes difficultés financières ont été accentuées par la pandémie.

R. N.

### SOMMET SUR LE FINANCEMENT DES ÉCONOMIES AFRICAINES Benabderrahmane à Paris

Le ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane, s'est rendu lundi à Paris, pour représenter le président de la République, aux travaux du sommet des chefs d'État et de gouvernement sur le financement des économies africaines, a indiqué mardi un communiqué du ministère.

Cette rencontre de haut niveau, qui se tient mardi à la capitale française, réunira les chefs d'État et de gouvernement ainsi que des représentants de pays africains et de certains pays avancés. Elle verra également la participation de hauts responsables d'organisations internationales et régionales. L'objectif de cette rencontre "est d'offrir une occasion pour les participants d'échanger sur les nouvelles solutions pour assurer une reprise économique et un financement plus durable des économies africaines, notamment dans ce contexte de crise", provoqué par le Covid-19, a souligné le ministère. La rencontre constituera également "une plateforme pour les dirigeants africains d'exposer les préoccupations du continent en matière de développement post-pandémique". L'idée de cette conférence a germé en automne dernier lorsque le Fonds monétaire international (FMI) a établi que le continent africain risque de se heurter à un déficit de financement d'environ 290 milliards de dollars d'ici à 2023, a rappelé la même source. Le communiqué rappelle que la croissance du continent, qui a reculé l'année passée (-2,1 %) pour la première fois en un demi-siècle, devrait rebondir en 2021 et 2022, et que le moratoire sur le service de la dette publique adopté par le G-20, est de nature à accorder pour nombre de pays un sursis. Toutefois, ces mesures demeurent "insuffisantes pour contrebalancer les effets dévastateurs de la crise sanitaire qui a charrié dans son sillage une crise économique sans précédent", a tenu à relever le ministère. Ainsi, la recherche de solutions novatrices à même d'assurer les liquidités nécessaires pour faire face aux besoins de la lutte contre la pandémie et permettre une relance d'une croissance pérenne et d'un développement durable de l'Afrique, sera au cœur des discussions du sommet de Paris.

ALIMENTATION EN EAU POTABLE

### Le ministre Mustapha Mihoubi accable la Seaal et rassure

Dans une déclaration faite, hier, le ministre des Ressources en eau, Mustapha Kamel Mihoubi, est revenu sur l'énigmatique communiqué de la Société des eaux et de l'assainissement d'Alger (Seaal), qui annonçait, hier, des restrictions de l'alimentation en eau potable pour toute la wilaya d'Alger. Pour rappel, la Seaal avait, dans un premier temps, indiqué qu'elle allait passer du H/24 à la plage 12h-20h, à partir d'aujourd'hui mardi. Mais peu de temps après la Société des eaux faisait machine arrière, dans un second communiqué, pour signifier l'annulation de cette décision.

A cet effet, le ministre a apporté des clarifications, chargeant clairement la Seaal.

"La Seaal a publié son communiqué sans concertation de l'Algérienne des eaux et l'Office national de l'assainissement, ses principaux partenaires et actionnaires de la Société", explique Mihoubi.

Et de rassurer que son département continuera à déployer tous les efforts pour assurer l'alimentation en eau potable "en permanence aussi bien pour la capitale que pour les autres wilayas du pays", a-t-il précisé.

R. N.

## ÉTUDES EN FRANCE

**Une "caution financière" inédite pour obtenir le visa**

Fini les tracas administratifs et financiers liés au visa d'études et à l'installation des étudiants algériens admis dans des universités françaises. Ouverture de comptes bancaires, sélection de logement, conclusion du bail et de trois assurances : santé, voyage et logement. L'entreprise Studely-Algérie propose de tout effectuer à distance, avant même le départ de l'étudiant.

Des démarches facilitées pour les étudiants étrangers et algériens, notamment. Une procédure bienvenue en cette période de la pandémie du Covid-19.

Confrontés eux-mêmes aux démarches consulaires françaises dans leur pays d'origine et à leur installation en France, trois étudiants internationaux aguerris ont eu l'idée lumineuse de créer en 2016 une entreprise pour accompagner les étudiants étrangers et leur faciliter toutes les procédures initiales.

Tous ceux qui sont admis dans les écoles et universités françaises que ce soit en post-baccalauréat ou en post-graduation peuvent y prétendre au terme de la procédure - Campus France - ou - Parcoursup -.

L'objectif étant de livrer une garantie financière aux étudiants destinée à l'obtention du visa mais également, s'ils le souhaitent, de bénéficier d'une caution logement, d'un bail et une série de trois assurances (Santé, voyage et logement), contractées elles aussi, avant le départ.

Une fois la convention passée dans la représentation locale de Studely à Alger, l'étudiant (ou ses parents, s'il est mineur) bénéficie de l'ouverture à distance d'un compte bancaire en France à son nom auprès du Crédit mutuel Arkéa. L'étudiant devra alors effectuer un virement du minimum exigé de 7.500 euros pour couvrir ses dépenses en France. Le montant viré est automatiquement bloqué pour la durée d'une année et libéré mensuellement à hauteur de 12 %. Ainsi, s'il aura bloqué la somme de 7.500 euros, lui sera alors libéré 625 euros par mois.

Une fois le montant bloqué, Studely remet à l'étudiant, le précieux sésame, "l'AVI" : l'Attestation de virement irrévocable, destinée au consulat de France, preuve de sa capacité à se prendre en charge durant toute l'année universitaire ou scolaire.

Studely offre en sus la possibilité d'ouvrir également à distance un compte courant auprès de la Banque postale au nom de l'étudiant pour sa gestion financière propre.

Une formule qui semble fonctionner et soulager parents et étudiants. Studely est aujourd'hui établie dans 15 pays africains.

Cette formule a, bien entendu, un coût : 300 euros pour l'obtention de la seule AVI. "Un peu trop élevé", soulignent les parents d'un étudiant en partance cette année "mais qu'il faudra bien se résoudre à régler, si nous n'arrivons pas à obtenir nous-mêmes le visa et le billet d'avion pour accompagner notre enfant en cette période compliquée de pandémie".

Autres bémols, trouver la banque qui accepte de réaliser depuis l'Algérie ce type de transfert et prendre en considération les autres frais de commission exigés par les différents partenaires de Studely en France.

R. N.

## STATUTS PARTICULIERS DES FONCTIONNAIRES

**Le gouvernement acculé**

*Désormais l'heure est au dialogue entre les syndicats et les pourvois publics. Hier ainsi le ministère de l'éducation nationale a entamé un processus de dialogue et de négociations avec les différents syndicats du secteur.*

PAR KAMEL HAMED

Un processus qui risque d'être assez difficile et la tâche des représentants du ministère est loin d'être une simple sinécure pour satisfaire l'ensemble des doléances des syndicats autonomes.

Preuve en est l'échec du premier round de négociations. Il est vrai que les dossiers en suspens sont volumineux et dépassent, pour certains d'entre eux en tout cas, la simple compétence du ministère de l'Éducation nationale. Des questions qui sont en suspens depuis de nombreuses années et dont l'examen a été, à chaque fois, renvoyé aux calendes grecques malgré l'insistance persistante des syndicats autonomes.

Il est notamment question, à ce propos, des statuts particuliers des personnels. Ce dossier, il est vrai, ne concerne pas uniquement le secteur de l'Éducation nationale. En effet, tous les secteurs relevant de la Fonction publique vivent cette problématique tant les syndicats autonomes revendiquent depuis des lustres la révision des statuts particuliers.

Il en est ainsi, à titre d'exemple, du secteur de la Santé publique qui connaît lui aussi des grèves cycliques et des perturbations pour cause des revendications soutenues des syndicats qui ont une forte présence et



une importante représentativité.

D'ailleurs dans ce secteur aussi le dialogue a été amorcé entre la tutelle et les représentants des différents corps professionnels. L'amorce de ce dialogue est intervenue, pour rappel, après les mouvements de protestation et les grèves enclenchées par les syndicats. Il y a juste quelques jours, soit la fin du mois sacré du Ramadhan le secteur de l'Éducation nationale a été secoué par une importante grève de trois jours l'initiative de pas moins de 14 syndicats autonomes.

D'autres secteurs de la Fonction publique ont connu aussi des mouvements de débrayage. La relance du dialogue est aussi intervenue suite à l'intervention directe du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, qui a instruit le gouvernement à cet effet.

L'ouverture du lourd dossier des statuts particuliers, suite à l'accord du gouvernement, va permettre aux syndicats de mettre sur la table des négociations des questions sur lesquelles le gouvernement refu-

sait de négocier depuis des années. Pratiquement depuis presque une décennie la revendication de la révision des statuts particuliers revenait tel un leitmotiv dans les différentes plateformes de revendications des syndicats autonomes.

Il faut rappeler que les statuts particuliers ont été revus et mis en œuvre dans les années 2008, 2009 et 2010. Ces statuts particuliers se sont accompagnés d'une importante revalorisation salariale pour l'ensemble des personnels de la Fonction publique.

A l'époque l'aisance financière du pays permettait au gouvernement de satisfaire cette revendication salariale.

Ce n'est plus le cas aujourd'hui car le pays traverse, depuis des années, une très difficile crise financière et le gouvernement se trouve dans une situation très délicate face à l'insistance des syndicats, dont les affiliés n'en peuvent plus d'être impuissants face à l'érosion de leur pouvoir d'achat allant sans cesse décroissant.

K. H.

## ASSAINISSEMENT DES LISTES DE LOGEMENTS

**2.728 personnes exclues**

PAR FAYÇAL ABDELGHANI

Les enquêtes de la wilaya d'Alger sur les logements ont permis d'assainir toutes les listes. Il s'est avéré que beaucoup avaient déjà bénéficié de logements ou étaient propriétaires de terrains de construction. Ces derniers ont été radiés des listes de bénéficiaires.

Les services de la wilaya d'Alger ont pu procéder avec minutie à la décantation des listes de logements soumises depuis mars dernier à des enquêtes. Il a été révélé que rien que pour certaines communes d'Alger "2.728 inscrits au logement ont été exclus des listes de bénéficiaires". Le nombre global des vrais postulants est de 7.350 qui sont retenus définitivement dans les listes. Ces enquêtes conduites par les services de

la régie foncière et du cadastre ont permis d'éliminer un surplus de faussaires greffés aux listes de demandeurs.

La wilaya d'Alger a pu mettre la main sur ces prétendus postulants de logements qui sont la plupart issus de couches aisées comme des commerçants, ou ayant à leur actif déjà des logements ou ceux qui avaient bénéficié de lots de terrains. Dans certaines communes, à l'instar de Zéralda, Rouiba et Staouali, des listes ont été gonflées où après enquêtes, des noms de personnes non résidentes de ces communes ont été débusqués. Ainsi, l'application du nouveau programme de livraison de logements à travers les formules du LPA et le logement promotionnel social sont les plus surveillés actuellement dans le cadre de vérifications des données des postu-

lants. Le gouvernement, qui vient d'activer la carte nationale du logement, est à plus d'un titre un dispositif qui permet un contrôle réel de la véracité des futurs acquéreurs. Le demandeur de logement à travers les différentes formules doit d'abord être enregistré dans les communes et obtenir un numéro spécial après avoir déposé son dossier. Les enquêtes par les services compétents permettent de vérifier s'il est bénéficiaire ou pas de logements. Les communes doivent après l'aval de la wilaya publier les listes publiques de bénéficiaires avec approbation de leur acquisition. Pour ce qui est de la carte nationale du logement, le gouvernement mise avant la fin de l'année sur une numérisation totale.

F. A.

## PRÉVENTION CONTRE LE COVID-19

**L'Etusa organise une campagne de sensibilisation**

L'Établissement public de transport urbain et suburbain d'Alger (Etusa) organisera aujourd'hui une campagne de sensibilisation contre la propagation du coronavirus, au niveau de ses stations de transport urbain de la capitale, a indiqué mardi l'entreprise dans un communiqué. Cette campagne

inclura la sensibilisation des usagers des bus Etusa au port de bavettes tout au long de la durée de leur voyage, le rappel des consignes et des gestes barrières ainsi que la distribution de bavettes. Il s'agira aussi de "rassurer les voyageurs quant à la désinfection des bus", précise la même source.

L'Etusa prévoit de mener cette campagne au niveau des stations urbaines du 1<sup>er</sup> Mai, Audin, Place des Martyrs, Kouba, El-Harrach, Baraki, Eucalyptus, Bachdjerrah, Ben-Aknoun, Chevalley, Sidi-Abdallah, Rouiba et Dergana.

R. N.

## ENVOIS DE DEVICES DE MIGRANTS VERS L'ALGERIE

# Baisse de 5,8 % en 2020

La Banque mondiale (BM) a publié, le 12 mai 2021, la note d'information sur les migrations et le développement, dans laquelle sont évoqués les envois de fonds officiellement enregistrés vers les pays à revenu faible et intermédiaire.

PAR RAHIMA RAHMOUNI

Il ressort, selon les données de la BM, que les remises migratoires ont plutôt bien résisté à la crise du Covid-19.

Selon les chiffres avancés par cette institution financière internationale, les envois d'argent des migrants vers l'Algérie ont baissé de 5,8 % en 2020. L'année dernière, les envois de fonds officiellement enregistrés vers l'Algérie ont atteint 1,682 milliard de dollars contre 1,786 milliard de dollars en 2019. Un montant représente 1,2 % du produit intérieur brut (PIB).

Selon les données de la Banque Mondiale, relayées par le journal *Liberté* dans son édition de lundi, de 2015 à 2019, les envois de fonds vers l'Algérie ont connu une tendance stable autour de 1,9 milliard de dollar, alors qu'ils avaient atteint un pic en 2014, avec 2,45 milliards de dollars transférés en Algérie, par les algériens établis à l'étranger.

"Malgré la pandémie du Covid-19, les transferts d'argent des migrants sont restés solides en 2020, avec un fléchissement



plus faible qu'anticipé", lit-on dans un communiqué de la BM. Selon la dernière édition de la note d'information de la Banque mondiale sur les migrations et le développement, "les envois de fonds officiellement enregistrés vers les pays à revenu faible et intermédiaire ont atteint 540 milliards de dollars en 2020, soit à peine 1,6 % de moins qu'en 2019, quand ils étaient ressortis à 548 milliards de dollars." Ce repli "est moins net que lors de la crise financière de 2009, où la baisse des remises migratoires avait atteint 4,8 %", relève-t-on. Par ailleurs, ajoute la même source, "les remises migratoires vers ces pays ont dépassé l'année dernière le total des flux d'IDE (259 milliards de dollars) et d'aide publique au développement (179 milliards)".

Selon les mêmes données de cette institu-

tion financière internationale, les transferts d'argent vers le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord ont augmenté de 2,3 % en 2020, à environ 56 milliards de dollars. Une évolution à imputer essentiellement à la solidité des transferts vers l'Égypte, dont les fonds reçus ont grimpé de 11 % pour atteindre un niveau record de pratiquement 30 milliards de dollars, et le Maroc, dont les fonds reçus l'année passée, ont augmenté de 6,5 %. La Tunisie a également bénéficié de cette tendance, avec une progression de 2,5 %. Des pays comme Djibouti, le Liban, l'Iraq et la Jordanie ont connu une dynamique inverse, avec un repli supérieur à 10 % en 2020.

La Banque mondiale estime que pour 2021, les remises migratoires vers la région Afrique du Nord et Moyen-Orient devraient progresser de 2,6 %, à la faveur

d'une reprise modeste dans la zone euro et sur fond de ralentissement des envois en provenance des pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG).

Pour ce qui est des coûts de transferts de ces fonds, selon la BM, le tarif moyen pour l'envoi de 200 dollars vers la région a légèrement baissé au quatrième trimestre de 2020, à 6,6 %. Les écarts d'un couloir à l'autre sont très importants : le coût des transferts depuis des pays de l'OCDE à revenu élevé vers le Liban reste très important, le plus souvent supérieur à 10 %. À l'inverse, il peut s'établir autour de 3 % pour les envois depuis les pays du CCG vers l'Égypte selon les couloirs.

R. R.

DIFFUSÉ SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX

### Air Algérie dément le programme des vols

Air Algérie a-t-elle déjà établi son programme des vols internationaux, après l'annonce du Conseil des ministres, dimanche, de rouvrir les frontières, à compter du 1<sup>er</sup> juin, à raison de cinq vols quotidiens? Pas du tout, explique la direction de communication de la compagnie aérienne, qui dément le programme des vols qui circule actuellement sur les réseaux sociaux, le qualifiant même de "fake news", tout en dégageant sa responsabilité dans cette diffusion.

S'exprimant sur *Echourouk News*, un représentant de la compagnie nationale rappelle que "seule la commission nationale médicale est habilitée à établir un programme des destinations et des provenances en fonction de la situation épidémiologique du pays".

### TAMANRASSET Première expédition de viandes rouges vers Alger

Une première expédition de viandes rouges, destinées à l'approvisionnement des marchés du nord du pays à partir des régions du Sud, a pris le départ lundi soir de Tamanrasset vers la wilaya d'Alger, a-t-on appris hier des services de la wilaya. Cette première expédition, qui sera suivie d'autres à une fréquence hebdomadaire, est constituée de 8 tonnes de viandes rouges, englobant 30 têtes bovines et 10 têtes ovines, a-t-on précisé en signalant que l'opération ne manquera pas de créer une dynamique économique localement et de générer des emplois.

Assurée par un opérateur économique local, en présence des autorités et de représentants locaux des secteurs de l'Agriculture et du Commerce et ceux de l'Inspection vétérinaire, cette expédition a été précédée d'une vérification des conditions adéquates de stockage et de transport de ces viandes sur un camion frigorifique. Des "contrôles de la qualité de la viande pour la consommation et d'inspection des conditions requises en matière d'abattage et de stockage avaient également été menés par les services compétents", a assuré le responsable du service de production et d'appui technique à la direction des services agricoles, Abdelkader Chouiref.

R. N.

ÉDUCATION NATIONALE

## Poursuite de la rencontre entre le ministère et les syndicats

PAR CHAHINE ASTOUATI

La rencontre regroupant le ministère de l'Éducation nationale et plusieurs organisations syndicales du secteur se poursuit à travers des séances de travail bilatérales pour le deuxième jour.

Le secrétaire général du Syndicat national des travailleurs de l'Éducation (SNTE), Karim Boudjeh, dans sa déclaration accordée à la radio chaîne 3, a plaidé pour la révision de la loi relative aux personnels du secteur et "l'unification du classement des enseignants des trois cycles d'enseignement et l'organisation d'un concours de recrutement annuel", en appe-

lant à prévoir une prime de 10.000 DA pour tous les travailleurs du corps, en attendant la révision des statuts et du point indiciaire. "Nous demandons à revoir complètement le statut particulier de l'enseignant, car l'actuel contient beaucoup d'incohérence, ainsi que la création d'un observatoire du pouvoir d'achat, c'est à lui de définir comment attribuer les primes, nous demandons une prime de 10.000 dinars pour tous les travailleurs de l'éducation, le temps de revoir le statut", a-t-il précisé. Au-delà de questions socio-professionnelles, certains syndicats ont tenu à évoquer le côté pédagogique. Ferhat

Chabekh, SG de la Fédération nationale des travailleurs de l'Éducation (FNTE), a plaidé pour que "les livres scolaires soient imprimés au niveau de l'office national afin de garantir un prix accessible à tous, ainsi que la réinstallation du conseil de l'Éducation".

Rappels que ces rencontres interviennent suite aux protestations observées par les enseignants des trois paliers d'enseignement et les différents corps relevant du secteur pour soulever des revendications pédagogiques et socioprofessionnelles.

C. A.

RÉOUVERTURE DES FRONTIÈRES

## Le Pr Djenouhat insiste sur l'obligation des tests PCR et antigénique

PAR RACIM NIDAL

Le professeur Djenouhat, président de la Société algérienne d'immunologie, s'est félicité de la décision prise dimanche par le Conseil des ministres d'ouvrir les frontières, à compter du 1<sup>er</sup> juin, néanmoins il insiste sur l'obligation d'un protocole sanitaire strict au niveau des aéroports.

"Il faut imposer le test PCR et le test antigénique à l'entrée du pays pour chaque voyageur pour éviter à notre pays ce qui s'est produit aux Seychelles, alors que la population de ce pays est vaccinée à plus de 70 %", a-t-il déclaré hier sur les

ondes de Radio Sétif. "Tout cas qui se révèle positif doit être impérativement être soumis à une quarantaine obligatoire de 10 à 14 jours dans un hôtel dédié pour casser la chaîne de contamination", suggère le professeur Djenouhat, qui appelle par ailleurs à l'ouverture d'enquêtes épidémiologiques sur les différents variants du Covid-19 qui ajoute-t-il, "n'a pas fini de muter et de nous surprendre".

L'invité de la radio, se basant sur la situation épidémiologique actuelle, caractérisée par une stabilité des chiffres, exclu la survenue d'une troisième vague, tout en

invitant les citoyens "à rester vigilants, à ne pas se laisser aller et ne pas croire non plus aux thèses complotistes fondées sur le déni de réalité".

Face au retard manifeste de la campagne vaccinale en Algérie, qui n'a pu obtenir qu'une quantité dérisoire de vaccins, soit 630.000, en tout, selon les derniers chiffres communiqués par le ministre de la Santé, le président de la Société algérienne d'immunologie mise beaucoup sur la "fabrication du vaccin russe Spoutnik V en Algérie pour une vaccination massive et un transfert de technologie".

R. N.

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE  
MINISTRE DE L'HABITAT, DE L'URBANISME & DE LA VILLE  
Office de Promotion et de Gestion Immobilière de BOUMERDES



Cité Administrative Boumerdes

Numéro d'identification fiscal : 099 916 000 817202

TEL: (024) 79.58.58 / Fax : (024) 79.58.43

### Avis d'Attribution Provisoire du marché

Conformément aux dispositions des articles 40, 65 et 82 du décret présidentiel N°15/247 du 16/09/2015, portant réglementation des marchés publics et des délégations du service public, l'Office de Promotion et de Gestion Immobilière de BOUMERDES, dont le siège social est situé à : Cité Administrative BOUMERDES, Wilaya de BOUMERDES, informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'appel d'offres national ouvert avec exigences de capacités minimales N° 15-247/ 12 2021/DMO relatif à la réalisation des travaux en tout corps d'état (Sans VRD) d'une tour en R+7+sous sol composée de 42 logements promotionnels avec parking et commerces intégrés à BOUMERDES- Wilaya de Boumerdes, paru dans le BOMOP et les quotidiens Nationaux Midi Libre du 04/05/2021 et le mercredi du 04/05/2021 ANEP 2116 0060078, qu'après évaluation des offres, le marché a été attribué provisoirement à :

Projet	Attributaire provisoire	Note Obtenue (Note de l'offre technique)	Montant de l'offre financière après correction en (DA/TTC)	Délai proposé	Critère de choix
Réalisation des travaux en tout corps d'état (Sans VRD) d'une tour en R+7+sous sol composée de 42 logements promotionnels avec parking et commerces intégrés à BOUMERDES Wilaya de Boumerdes	SARL NAAS ET FILS ETBPH NIF 001316099222681	100	231 223 155.20 DA/TTC	22 Mois	Pré qualifié techniquement et classé moins disant.

Le soumissionnaire qui conteste le choix opéré par le service contractant, peut introduire un recours auprès de la commission des marchés du service contractant dans les Dix (10) jours à compter de la première publication de l'avis d'attribution provisoire du marché dans le bulletin officiel des marchés de l'opérateur public (BOMOP) ou dans l'un des quotidiens nationaux. Si le dixième jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la date limite pour introduire le recours est prorogée au jour ouvrable suivant.

Les autres soumissionnaires intéressés à prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs offres techniques et financières sont invités à se rapprocher du service des marchés de l'OPGI de BOUMERDES, au plus tard Trois (03) jours à compter du premier jour de publication de cet avis.

Midi Libre n° 4261 - Mercredi 19 mai 2021 - Anep 2116 009 102

République Algérienne Démocratique Et Populaire

Ministère De L'agriculture  
Et Du Développement Rural  
Direction des Services Agricoles  
Wilaya de 'El-Oued

## Mise en demeure N° 02

L'entreprise régionale de génie rural « AURES » - BATNA, détentrice du marché N° 82/2019 du 08/05/2019 et visa N°82/2019 du 08/05/2019 et l'ordre de service N° 47 du 09/06/2019 relatif à la réalisation de pistes agricoles sur 61 km communes de Robbah, Nekhla, Oglia, Byadha, Debila, Hessani Abdelkarim lot N° 02. Et vu la mise en demeure n°01, parue dans le quotidien national elithad en date du 05/01/2021 que vous l'avez reçu le 06/01/2021. Est mise en demeure n°02 pour renforcer son chantier des moyens humains et matériels nécessaires et accélérer la cadence de réalisation dans les 48 h à compter de la parution du présent mise en demeure dans les quotidiens nationaux.

Faute de quoi, des mesure coercitives seront appliquées par la direction à l'encontre de l'entreprise conformément à la réglementation en vigueur.

Midi Libre n° 4261 - Mercredi 19 mai 2021 - Anep 2130 000 658

## ذكري و ترحم



اليوم تمر تسعة أشهر على رحيل الأب الغالي والحنون « جمال ملاح » لقد اختارك المولى إلى جواره ذات يوم و رحلت يا والدنا العزيز يا رجلا شهدت له السنوات و الزمن برموز العطاء و الحب و الكفاح و الكرم و الصبر نحن لا ننسى شخصيتك و لا صورتك الراسخة في أذهاننا أيها الراحل لقد عشت حياتك حليماً متواضعاً طيباً و بهذه الذكرى أتمس من كل من عرفوه و من لم يعرفوه بالدعاء له بالرحمة و المغفرة - ش. ملاح -  
إنا لله و إنا إليه راجعون

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE  
WILAYA D'EL BAYADH  
DIRECTION DU LOGEMENT  
NIF : 001332019001654

## AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE

Conformément aux dispositions de l'article 65 du décret présidentiel n° 247/15 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés public et des délégations de service public  
La direction du logement de la wilaya d'El Bayadh informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'appel d'offres NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES N° 02/DL/2021, Paru dans la presse nationale sous le numéro 2131 000 805 aux journaux :

- En langue arabe : Le journal « الخبر » le 07/02/2021
- En Langue français : le journal « Midi libre » le 04/02/2021

Portant : Equipement d'un groupe scolaire Type "B" A El-bayadh (G.S Ben Dida) :

- LOT N°01: Equipement Pédagogique
- LOT N°02: Equipement Administratif
- LOT N°03: Matériels Du Réfectoire
- LOT N°04: Gros Matériel De Cuisine
- LOT N°05: Petit Matériel De Cuisine & Equipements De Protection Et Des Incendie
- LOT N°06: Equipement Informatique

Etablissement concernée	N° de LOT	Soumissionnaire	Désignation de lot	Montant de l'offre corrigé en T.T.C (DA)	Délai d'exécution (jour)	Observation
Le groupe scolaire Type "B" à El-bayadh (G.S Ben Dida)	01	EURL GENERAL EQUIPEMENT	Equipement Pédagogique	1 651 220.20	10	-
	02	Tenah Abed El Karim	Equipement Administratif	2 973 810.00	01	-
	03	-	Matériels Du Réfectoire	-	-	-
	04	Guesmi Tarik	Gros Matériel De Cuisine	4 950 400.00	01	-
	05	-	Petit Matériel De Cuisine & Equipements De Protection Et Des Incendie	-	-	-
	06	Bel Kihal Chelkh	Equipement Informatique	3 622 360.00	01	-

Les soumissionnaires non qualifiés sont invités dans un délai de 03 jours, à prendre de connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs offres prototypes, techniques et financières.

Tout soumissionnaire qui conteste ce choix, peut introduire un recours auprès de la commission des marchés public de la wilaya d'El bayadh, dans les dix (10) qui suivent, à compter de la première publication du présent avis, ceci en application de l'article n° 82 du décret présidentiel n° 247/15 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public.

Midi Libre n° 4261 - Mercredi 19 mai 2021 - Anep 2131 003 769

MIDI



L'INFO, RIEN QUE L'INFO

## STARTUPS ET INNOVATION

# Viser le développement durable

*Les startups sont appelées à se doter des technologies les plus avancées pour participer activement et efficacement aux projets économiques et industriels de développement durable.*

PAR RIAD EL HADI

L'innovation et l'invention sont des paramètres non négligeables pour la promotion des startups et des petites et moyennes entreprises créatrices de richesses et d'emplois.

Les participants à une conférence régionale sur les startups ont plaidé pour l'exploitation de la technologie et de l'innovation comme moyen pour relever le défi du développement durable dans le pays, notamment dans les régions du Sud.

Intervenant à l'ouverture de cette conférence régionale des startups dédiée aux wilayas du sud du pays, dénommée - Ghardaïa Disrupt -, des membres du gouvernement ont mis en exergue l'importance de l'implication de l'ensemble des acteurs et partenaires du développement pour la démocratisation de l'utilisation de la technologie digitale et de l'innovation dans la création de la richesse et la réduction de la dépendance de l'étranger en matière de maintenance, de pièces de rechange et autres outils. "L'objectif étant, à travers l'encouragement à l'utilisation de la technologie digitale et l'innovation, d'enrichir les services à forte valeur ajoutée pour les start-up et de susciter un impact positif pour relever le défi du développement durable, avec la participation de tout le monde, chacun dans son secteur", a indiqué le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de l'Économie de la connaissance et des Startups, Yacine



El-Mahdi Oualid. Le ministre a exhorté les participants à cette rencontre, particulièrement les jeunes, à avoir "confiance en leurs compétences et en leur potentiel mais aussi à veiller à s'inscrire dans tous les efforts de développement menés à l'échelle nationale".

Il a rappelé, à ce titre, que "l'accompagnement des projets innovants des jeunes figure parmi les priorités du programme d'action du gouvernement pour la création de richesse et d'emplois", ajoutant que "l'appui des startups constitue l'un des supports pour la relance d'un nouveau modèle économique durable reposant sur la nouvelle technologie et l'économie du savoir".

Le ministre de l'Énergie et des Mines, Mohamed Arkab, a affirmé, de son côté, que l'organisation de ces conférences régionales des start-up montre "l'attention accordée par l'Etat aux entreprises émergentes et innovantes", estimant que "l'innovation est la seule issue pour bâtir une économie moderne basée sur les capacités scientifiques et les compétences des jeunes".

"Le secteur de l'Énergie accompagne les start-up et les entreprises émergentes pour la création d'emplois et la

réduction de la dépendance des recettes des hydrocarbures", a-t-il ajouté, avant de souligner que "les richesses de l'Algérie ne sont plus souterraines, mais sur la terre de notre pays, à travers un potentiel humain compétent et compétitif".

Pour sa part, le secrétaire général du ministère de la Pêche et des Productions halieutiques, Mohamed Bengrina, a relevé que "le pays a besoin des compétences et de l'innovation, seuls moteurs pour le développement économique dans toutes les régions du monde".

Les représentants du gouvernement ont été unanimes à souligner que le passage rapide vers l'économie basée sur la connaissance, nécessitant la fédération et l'intensification des efforts de tous les acteurs algériens, basés en Algérie ou à l'étranger, pour atteindre cet objectif.

Le wali de Ghardaïa a souligné, lui, l'objectif de l'organisation de cette rencontre, en présence d'un panel de cadres, de compétences universitaires et de représentants d'entreprises et de banques, qui vise à accompagner les start-up, celles ayant de grandes ambitions, notamment dans la région de Ghardaïa.

Auparavant, les ministres ont visité

une exposition de travaux de startups des wilayas du Sud, tout en engageant avec les exposants des échanges sur les difficultés rencontrées.

Pour de nombreux promoteurs de start-up, cette conférence a permis d'échanger les expériences, et d'examiner les différents problèmes rencontrés par les start-up, notamment l'approvisionnement en matière première ainsi que le financement des projets, en plus de susciter une réflexion sur les solutions à adopter.

Les participants ont, dans ce sens, estimé que le diagnostic de ces contraintes constitue une étape importante dans le processus de renforcement de leurs capacités de croissance. Les travaux de cette rencontre régionale se poursuivent sous forme de rencontres-débats sur la thématique de l'entrepreneuriat, les start-up et l'innovation dans les domaines des techniques agricoles et hydrauliques, de l'économie circulaire et de l'environnement ainsi que les énergies renouvelables, en présence d'experts algériens et étrangers qui présenteront des exposés ainsi que des universitaires. Une cérémonie de remise de prix aux meilleures start-up du Sud est prévue à la fin de la rencontre.

R. E.

## COOPÉRATION ALGÉRIE-MOZAMBIQUE

### Création d'un Conseil d'affaires

La Chambre algérienne de commerce et d'industrie (Caci) et la Chambre mozambicaine de commerce ont signé une convention portant création d'un conseil d'affaires algéro-mozambicain visant le renforcement de la coopération entre les institutions des deux pays dans les différents domaines de commerce et d'investissement.

Selon un communiqué diffusé sur la page Facebook de la Caci, la cérémonie de signature, tenue par visioconférence, s'est déroulée en présence de la directrice générale de la Caci, Ouahiba Bahloul, du président de la Chambre mozambicaine de commerce, Juliao Dimande, de l'ambassadeur d'Algérie en Mozambique, Mohamed Meziane, de l'ambassadeur du Mozambique en Algérie, Carvalho Muaria, ainsi que des représentants des ministères du Commerce et des Affaires étrangères.

La signature de cette convention s'inscrit dans le cadre de la redynamisation de la diplomatie économique à laquelle a appelé le président de la République et le ministre des Affaires étrangères afin de donner une forte impulsion aux hommes d'affaires en vue du renforcement des relations commerciales et économiques avec les deux pays.

R. E.

## CONSEIL NATIONAL ÉCONOMIQUE, SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL (CNESE)

### Journée d'études sur le partenariat public-privé

Le Conseil national économique, social et environnemental (CNESE) a organisé une journée d'études sur le partenariat entre les secteurs public et privé avec la participation de représentants de différents départements ministériels, instances et entreprises publiques et privées, a indiqué un communiqué de l'institution consultative.

Ce modèle de partenariat "revêt une importance majeure et constitue un choix stratégique pour l'Algérie" en ce qu'il "tend à rationaliser les dépenses publiques et à alléger le fardeau découlant du recours au modèle classique qui dépend du Trésor dans le financement, la réalisation et la maintenance des infra-

structures et des installations publiques", a précisé le CNESE.

Pour atteindre cet objectif, l'Algérie compte "mettre en place une politique permettant au secteur privé national et étranger d'adhérer à cette démarche stratégique dans le cadre de différents contrats de partenariat public-privé", a ajouté la même source.

Des représentants du patronat, de banques nationales, de compagnies d'assurance et de la société civile, ainsi que des chercheurs prendront part à cette journée d'étude qui entend permettre aux responsables de la gestion du partenariat privé-public, aux juristes, aux conseillers techniques et aux avocats de maîtriser

les procédures juridiques et institutionnelles nécessaires au succès des projets tracés au titre de ce type de partenariat.

La rencontre sera également mise à profit pour prendre connaissance de l'expérience algérienne en la matière dans nombre de secteurs, notamment au niveau du port de Béjaïa et les projets de dessalement de l'eau réalisés dans le cadre de ce partenariat.

La journée d'étude verra également la participation d'experts internationaux qui enrichiront les débats, par visioconférence, depuis le Canada, les États-Unis d'Amérique, la France, le Cameroun et la Tunisie.

R. E.

# Maladie métabolique : complications possibles liées au diabète

À long terme, les personnes diabétiques ayant un contrôle inadéquat de leur maladie risquent diverses complications, principalement parce qu'une hyperglycémie prolongée cause la détérioration des tissus des capillaires sanguins et des nerfs, de même qu'un rétrécissement des artères.

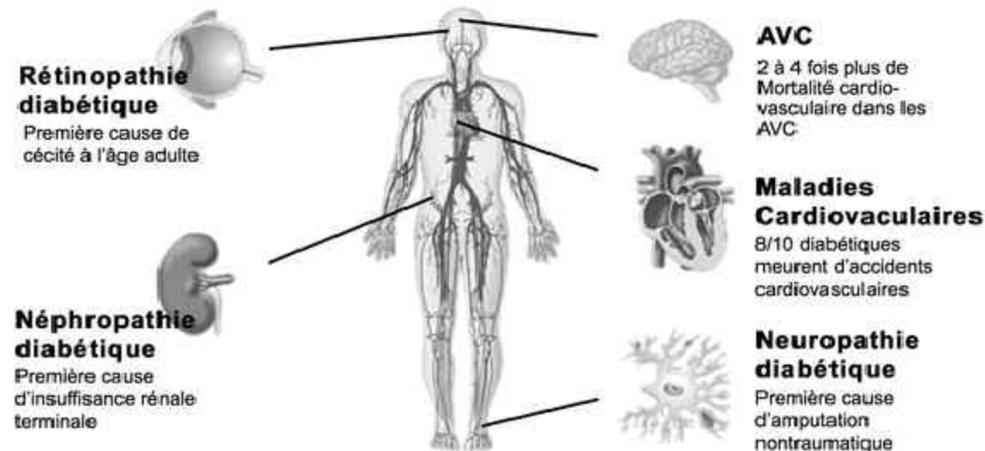
Ces complications ne touchent pas tous les diabétiques, et lorsqu'elles le font, c'est à des degrés très divers. En plus de ces complications chroniques, un diabète mal contrôlé (par exemple à cause d'oublis, de mauvais calcul des doses d'insuline, de besoins en insuline soudainement modifiés à la suite d'une maladie ou d'un stress, etc.) peut entraîner les complications aiguës suivantes :

## Acidocétose diabétique

Il s'agit d'un état qui peut être fatal. Chez les personnes diabétiques de type 1 non traitées ou qui reçoivent un traitement inadéquat (manque d'insuline, par exemple), le glucose reste dans le sang et n'est plus disponible pour être utilisé comme source d'énergie. (Cela peut aussi se produire chez les personnes diabétiques de type 2 traitées à l'insuline.) L'organisme doit donc remplacer le glucose par un autre carburant : les acides gras. Or, l'utilisation des acides gras produit des corps cétoniques qui, eux, augmentent l'acidité de l'organisme.

**Symptômes** : une haleine fruitée, une déshydratation, des nausées, des vomissements et des douleurs abdominales. Si personne n'intervient, une respiration difficile, un état de confusion, le coma et la mort peuvent survenir.

## Complications chroniques du diabète



**Comment la détecter** : une glycémie élevée, le plus souvent autour de 20 mmol/l (360 mg/dl) et parfois plus.  
**Que faire** : si une acidocétose est détectée, se rendre au service d'urgence d'un hôpital et contacter son médecin par la suite afin d'ajuster la médication.

## Tester les corps cétoniques

Certains diabétiques, lorsque le médecin le conseille, utilisent un test supplémentaire pour dépister l'acidocétose. Il s'agit de déterminer la quantité de corps cétoniques présents dans l'organisme. Le taux peut être mesuré dans l'urine ou dans le sang. Le test d'urine, appelé test de cétonurie, requiert l'usage de petites bandelettes que l'on se procure en pharmacie. Il faut d'abord mettre quelques gouttes d'urine sur une bandelette. Ensuite, comparer la couleur de la ban-

delette avec les couleurs de référence fournies par le fabricant. La couleur indique la quantité approximative de corps cétoniques dans l'urine. Il est aussi possible de mesurer le taux de corps cétoniques dans le sang. Certains appareils de glycémie offrent cette option.

## État hyperosmolaire

Lorsque le diabète de type 2 n'est pas soigné, le syndrome hyperosmolaire hyperglycémique peut se manifester. Il s'agit là d'une véritable urgence médicale qui est fatale dans plus de 50 % des cas. Cet état est causé par l'accumulation du glucose dans le sang, dépassant 33 mmol/l (600 mg/dl).  
**Symptômes** : l'augmentation des mictions, une soif intense et d'autres symptômes de déshydratation (perte de poids,

perte de l'élasticité de la peau, assèchement des muqueuses, accélération du rythme cardiaque et hypotension artérielle).

**Comment le détecter** : une glycémie qui dépasse 33 mmol/l (600 mg/dl).  
**Que faire** : si un état hyperosmolaire est détecté, se rendre au service d'urgence d'un hôpital et contacter son médecin par la suite afin d'ajuster la médication. Peu importe le type de diabète, les symptômes sont les mêmes. Ils sont souvent plus insidieux dans le cas du diabète de type 2.

\*Une élimination excessive d'urine (il est fréquent de se lever la nuit pour aller uriner)  
\*Une augmentation de la soif et de la faim  
\*Une perte de poids  
\*Une faiblesse et une fatigue excessives

\*Une vision floue  
\*Une augmentation de l'occurrence et de la récurrence des infections de la peau, des gencives, de la vessie, de la vulve ou du prépuce  
\*Un ralentissement du processus de cicatrisation  
\*Un engourdissement ou un fourmillement dans les mains et les pieds.

**Note.** Un diabète non traité ou mal contrôlé cause des symptômes graves qu'il est important de savoir reconnaître.

## Personnes à risque

Les personnes qui ont une prédisposition génétique. Autant pour le diabète de type 1 que de type 2, il semble que la prédisposition génétique soit un facteur déterminant pour l'apparition de la maladie.

## Facteurs de risque

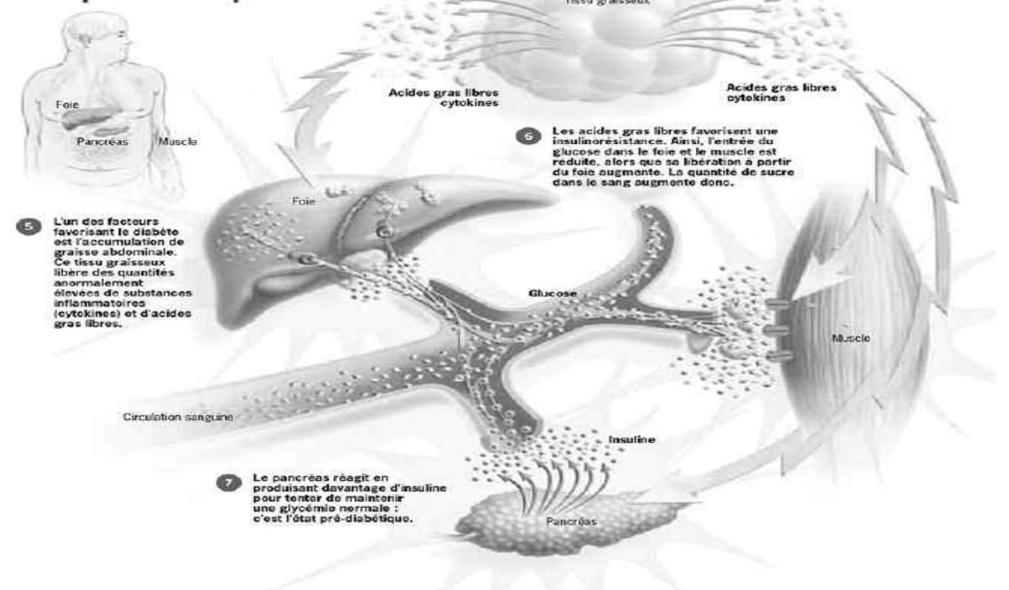
Si les connaissances sont minces quant aux facteurs de risque du diabète de type 1, il est maintenant clair que la sédentarité, l'alimentation à l'occidentale (riche en gras saturés et en produits animaux, pauvres en fibres végétales), le surplus de poids (surtout lorsque le gras se concentre dans l'abdomen) et l'hypertension multiplient le risque de diabète de type 2.

## Les traitements médicaux du diabète

À ce jour, on n'a pas encore trouvé de cure permettant de guérir le diabète. Le traitement proposé vise à rétablir des valeurs normales de glycémie. Le respect du traitement ainsi que le suivi médical est cependant crucial pour éviter les complications aiguës et chroniques.

Le médecin établit un plan de traitement en se basant sur les résultats des tests sanguins, le bilan de santé et les symptômes. Consulter une infirmière, une nutritionniste et, si possible, un kinésologue aide à mieux diriger les efforts et à contrôler adéquatement la maladie.

## État pré-diabétique



Avec une médication adéquate, un bon régime alimentaire et quelques modifications au mode de vie, les personnes diabétiques peuvent mener une vie pratiquement normale.

## Médicaments

**Diabète de type 1.** La médication habituelle est toujours l'insuline, administrée avec des injections quotidiennes ou de façon continue à l'aide d'une petite pompe reliée à un cathéter placé sous la peau.

**Diabète de type 2.** Il existe 3 types de médicaments (en comprimés) ayant chacun leur mode d'action : stimuler la production d'insuline par le pancréas ; aider les tissus à utiliser l'insuline pour absorber le glucose ; ou ralentir l'absorption intestinale des sucres. Ces différents

médicaments peuvent être utilisés seuls ou combinés pour améliorer leur efficacité. Les diabétiques de type 2 ont parfois besoin d'insulinothérapie.

**Diabète gestationnel.** Des études indiquent que le traitement prévient efficacement certaines complications pour la mère et le fœtus. Habituellement, des changements au régime alimentaire et un contrôle du poids suffisent à maintenir la glycémie dans les valeurs normales. Au besoin, de l'insuline ou plus rarement certains médicaments hypoglycémifiants sont offerts.

## Quand et comment mesurer sa glycémie ?

La glycémie est une mesure de la concentration du glucose (sucre) dans le sang. Les personnes diabétiques doivent

surveiller leur glycémie de près afin d'ajuster leur médication (en fonction de l'alimentation, de l'exercice physique, du stress, etc.) et de maintenir en tout temps une glycémie aussi près que possible de la normale. Le contrôle de la glycémie est d'autant plus important qu'il permet de réduire ou de prévenir les complications du diabète. Normalement, les personnes atteintes du diabète de type 1 mesurent leur glycémie 4 fois par jour (avant chaque repas et avant le coucher), tandis que celles qui souffrent du diabète de type 2 peuvent généralement se contenter d'une mesure quotidienne ou, dans certains cas, de 3 lectures par semaine.





### Lecture de la glycémie

Grâce à un autopiqueur, le sujet prélève une goutte de sang sur le bout de son doigt et la soumet à l'analyse d'un lecteur de glycémie qui, en quelques secondes, affichera le taux de glucose sanguin. Les résultats de ces analyses seront conservés dans un carnet ou dans un logiciel conçu à cet effet (par exemple, OneTouch® ou Accu-Chek 360®). Un modèle récent de lecteur s'offre sous forme de clé USB avec logiciel intégré (Contour® USB), ce qui peut faciliter le suivi des résultats. On peut se procurer un lecteur de glycémie dans la plupart des pharmacies. Les modèles étant nombreux et variés, il est conseillé de consulter son médecin ou un autre spécialiste du diabète afin de se procurer le modèle le mieux adapté à ses besoins.

### Mode de vie du diabétique

En dehors de la médication, les diabétiques ont grand intérêt à établir un plan d'alimentation et à adopter un bon programme d'exercices physiques. En effet, ces interventions non médicamenteuses peuvent entraîner la diminution du dosage de la médication et prévenir certaines complications. La surcharge pondérale et le manque d'exercice physique constituent de réels risques pour la santé des diabétiques.

### Plan d'alimentation

Un régime sur mesure est élaboré par un spécialiste de la nutrition. Les changements alimentaires proposés permettent de mieux contrôler la glycémie, de maintenir ou de tendre vers un poids santé, d'améliorer le profil des lipides dans le sang, de contrôler la pression artérielle et de réduire les risques de complications.

### Fiche diète spéciale/diabète

la nutritionniste Hélène Baribeau donne un aperçu d'un programme alimentaire conçu pour des personnes atteintes de diabète. En voici les grandes lignes :

- \*Contrôler la quantité et le type de glucides, et la fréquence de leur consommation
- \*Manger plus de fibres alimentaires, car elles ralentissent l'absorption des glucides
- \*Privilégier les bons gras afin d'améliorer le profil lipidique et pré-

venir les complications

\*Consommer l'alcool modérément

\*Ajuster l'alimentation en fonction de l'exercice physique.

### Exercice physique

Il est particulièrement important de pratiquer des exercices cardiovasculaires d'intensité modérée, selon le goût : la marche, le tennis, la bicyclette, la natation, etc.

Les spécialistes de la clinique Maillot recommandent une séance quotidienne d'au moins 30 minutes, en plus d'ajouter à son programme des exercices d'étirement et de musculation avec poids et haltères.

### Avantages de l'exercice pratiqué régulièrement

\*Baisse des taux de glucose sanguin, notamment en permettant à l'organisme de mieux utiliser l'insuline

\*Baisse de la tension artérielle et renforcement du muscle cardiaque, ce qui représente un avantage certain étant donné que les diabétiques sont particulièrement à risque de souffrir de maladies cardiovasculaires

\*Atteinte ou maintien d'un poids santé, ce qui est particulièrement important dans le cas du diabète de type 2

\*Accroissement du sentiment de bien-être (estime de soi, etc.) ainsi que du tonus et de la force musculaire

\*Diminution du dosage de la médication antidiabétique, chez certaines personnes.

### Précautions à prendre

\*Le diabète doit être maîtrisé avant d'entreprendre tout programme d'exercice

\*Parler à son médecin de son programme d'exercices (il se peut que la fréquence et le volume des doses d'insuline ou de médicaments hypoglycémisants changent)

\*Vérifier la glycémie avant et après l'exercice

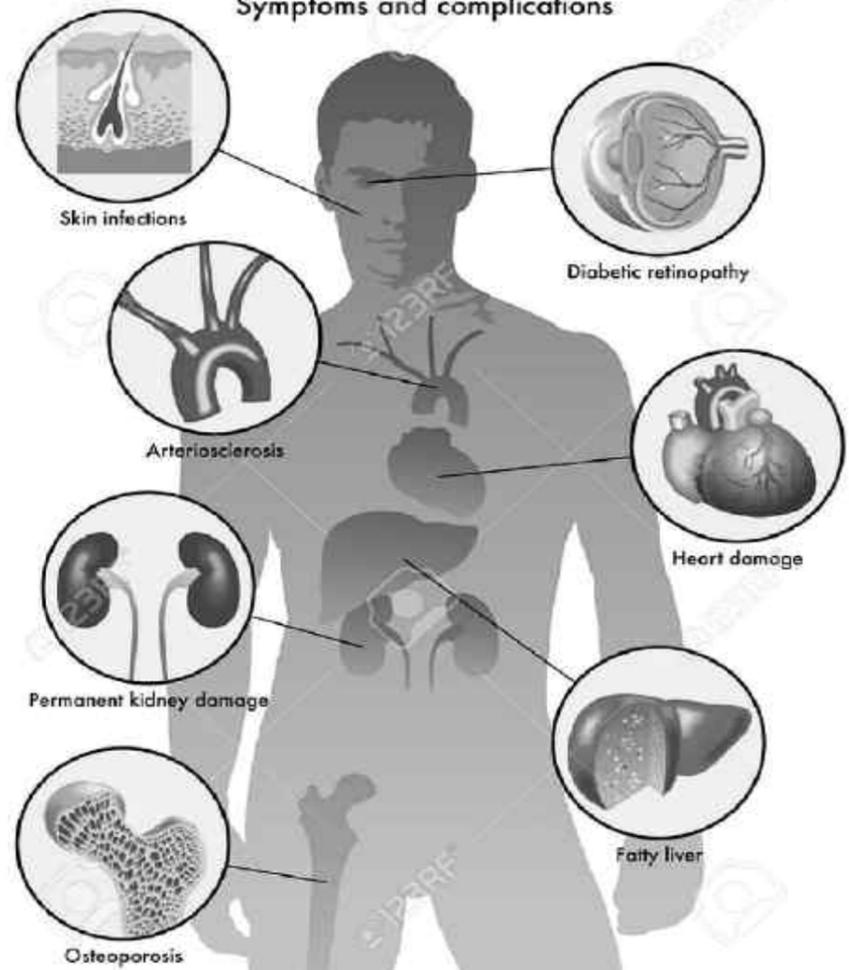
\*Commencer par des activités d'intensité modérée

\*Garder à portée de la main des aliments riches en glucides au cas où une hypoglycémie se manifesterait

\*Les périodes d'activité physique et les séances d'injection d'insuline doivent être suffisamment éloignées l'une de l'autre pour éviter une chute trop forte de la glycémie.

## Diabète

### Symptoms and complications



**Attention.** Il faut éviter l'exercice physique durant une crise d'hyperglycémie. Pour tout type de diabète, si la glycémie dépasse 16 mmol/l (290 mg/dl), s'abstenir d'exercice puisque la glycémie augmente temporairement durant l'effort physique. Les personnes atteintes du diabète de type 1 et dont la glycémie dépasse 13,8 mmol/l (248 mg/dl) doivent mesurer le taux de corps cétoniques dans leur urine (test de cétonurie : voir plus haut). Ne pas pratiquer d'exercice s'il y a présence de corps cétoniques.

### Entraide et soutien social

Le diagnostic de diabète est un choc pour plusieurs personnes. Au début, il cause souvent un stress relié à de nombreuses inquiétudes. Vais-je arriver à contrôler ma maladie et à conserver un mode de vie qui me convient ? Comment vais-je vivre avec les conséquences possibles de la maladie, à court comme à long terme ? Au besoin, plusieurs ressources (les proches, le médecin ou d'autres intervenants en santé, des groupes d'entraide) peuvent offrir du soutien moral.

### Stress et glycémie

Une bonne gestion du stress quotidien favorise un meilleur contrôle de la maladie, pour 2 raisons.

Sous l'effet du stress, on peut être tenté de prendre moins soin de sa santé (cesser de planifier ses repas, suspendre la pratique d'exercice physique, surveiller moins souvent sa glycémie, consommer de l'alcool, etc.).

Le stress agit directement sur la glycémie, mais ses effets varient d'une personne à l'autre. Chez certains, les hormones du stress (comme le cortisol et l'adrénaline) augmentent la libération du glucose emmagasiné dans le foie

dans le système sanguin, causant de l'hyperglycémie. Chez d'autres, le stress ralentit la digestion et cause plutôt une hypoglycémie (on peut le comparer à un retard dans la prise d'un repas ou d'une collation).

Les exercices de respiration profonde et la méditation, de même qu'un sommeil suffisant peuvent aider à réduire les variations de glycémie causées par le stress. Il faudra aussi faire les changements appropriés dans sa vie afin d'agir sur les sources de stress. Ces pratiques ne remplacent pas les médicaments (un diabétique de type 1 qui cesse de prendre son insuline peut en mourir).

Dans le cadre de sa démarche de qualité, *Passeportsanté.net* vous propose de découvrir l'opinion d'un professionnel de la santé.

### L'avis du docteur Jacques Allard, médecin généraliste

Apprendre que l'on souffre de diabète est certes une nouvelle qui peut être bouleversante. Il s'agit en effet d'une maladie chronique sérieuse qui peut affecter notre mode de vie, et j'ajouterais qui doit le faire. Il est donc impératif d'être très bien renseigné sur tout ce qui concerne le diabète. Je conseille fortement aux nouveaux diabétiques de fréquenter un Centre de jour pour personnes diabétiques. Plusieurs hôpitaux abritent maintenant de tels centres multidisciplinaires où des infirmières, des diététistes-nutritionnistes, et parfois des pharmaciens et des kinésithérapeutes apportent un enseignement et un soutien indispensables durant la période initiale de la maladie, puis au cours de son évolution. Si un tel centre n'existe pas près de chez vous, demandez à votre médecin de famille de vous diriger vers un groupe de soutien.

*Dr Jacques Allard*



MÉDÉA, PLAN DE SAUVEGARDE DE L'ANCIENNE VILLE

# Un défi pour les promoteurs du projet



**La mise en œuvre du futur plan permanent de mise en valeur du secteur sauvegardé de la vieille ville de Médéa constitue un véritable "défi" pour les promoteurs de ce projet...**

Le défi concerne la complexité de la tâche et l'envergure des actions qui seront entreprises pour sa matérialisation. Si la mission s'annonce laborieuse et requiert beaucoup d'efforts, financiers en particulier, mais, aussi, un déploiement d'énergie, de sorte à réaliser les objectifs tracés, il n'en demeure pas moins que le promoteur de ce projet, en l'occurrence la direction locale de la Culture et des Arts, "entend s'investir pleinement afin de mettre le train sur les rails", soutient, Ahmed Merbouche, chef du service patrimoine au niveau de cette direction. Il reconnaît que le défis "est de taille", d'autant qu'il s'agit de "la première

expérience de cette nature menée dans la wilaya de Médéa, impliquant de nombreuses parties et nécessitant la concrétisation d'une multitude de tâches, sans quoi le plan de préservation et de sauvegarde restera un simple encre sur le papier", comme l'explique M. Merbouche.

Conscient des difficultés à sauver ce patrimoine de la dégradation, ou tout du moins, préserver ce qui a survécu aux aléas du temps et aux mains prédatrices de l'homme, ce responsable estime que ce défi mérite d'être relevé, appréhendant avec une grande confiance la mission future qui les attend. Il donne pour preuve le travail, de longue haleine, mené durant plus de six ans, ayant abouti, d'abord, à la classification du site de l'ancienne ville de Médéa au patrimoine national, puis, l'entame, à partir de 2018, de l'élaboration de l'étude préliminaire du plan de mise en valeur du secteur sauvegardé de la vieille ville de Médéa. Une fois l'ancien noyau urbain de la ville de Médéa, communément appelé "sorra", décroche le statut de site

classé, les choses commencent à s'accélérer avec le début de la phase de concrétisation de ce projet.

Une mouture du plan permanent de préservation et de sauvegarde de l'ancien noyau urbain de la ville de Médéa, qui renferme des édifices séculiers, de styles romain, ottoman ou colonial, est examiné pour enrichissement, en avril dernier, lors d'une séance qui a regroupé, en sus des cadres du secteur de la Culture, des élus locaux, des architectes et des urbanistes, ainsi que des représentants d'associations activant dans le domaine du patrimoine et de l'archéologie. La phase d'étude préliminaire, au menu de cette rencontre, reprend l'essentiel du travail de diagnostic réalisé sur le terrain, à savoir les différents aspects socio-économiques, juridiques et physiques du secteur à sauvegarder. L'étude dresse également un état sur le statut des biens que renferme le site, les structures ou édifices à aménager plus tard, les caractéristiques spatiales et physiques du bâti et son état de vétusté.

TIZI-OUZOU, PATRIMOINE ARCHITECTURAL

## À l'épreuve du temps et de la modernisation

Le "patrimoine architectural kabyle a subi d'innombrables transformations, influences et dégradations", a observé lundi, Kedjar Aldjia, architecte et enseignante au département d'architecture de l'université Mouloud-Mammeri de Tizi-Ouzou, à l'occasion de la célébration du mois du patrimoine.

Qualifié "d'architecture indigène, folklorique et populaire, car conçue et réalisée par l'habitant lui-même et où la structure architecturale est le reflet même de celle socio-culturelle du village, il est, aujourd'hui, en proie à une métamorphose et une rupture totale, du fait de diverses influences et de dégradations" déplore l'architecte.

Cette métamorphose, a-t-elle souligné, a "commencé avec le retour de la première vague des immigrés aux lendemains de l'indépendance". Ces derniers, ayant vécu un peu partout en

France et en Europe, "ont rapporté avec eux des modèles architecturaux qu'ils avaient reproduit dans les villages".

"La hiérarchie spatiale du village, publique, familiale et privée, construite sur un concept architectural vernaculaire introverti et utilisant des matériaux de construction locaux adapté à la situation géographique locale et intégré au relief, a ainsi commencé à se transformer complètement", explique l'universitaire.

Au début de cette transformation, précise-t-elle, "il y avait, toutefois, une certaine intégration en adaptant ces concepts architecturaux importés, mais, au fur et à mesure, avec, notamment, l'amélioration relative de la situation sociale des gens, la standardisation architecturale rampante a pris le dessus".

Autres facteurs participants à cette

métamorphose architecturale, les échanges culturels, le développement économique, la démographie, la viabilisation des zones rurales et l'absence de foncier, qui ont ainsi "induit une évolution pas du tout homogène", note l'architecte.

"Les gens construisent en hauteur car la famille s'agrandit et ils manquent d'espace et de foncier, mais aussi, et besoin économique oblige, ont intégré l'impératif d'espaces commerciaux à fructifier, ce qui a complètement dénaturé l'espace villageois" fait-elle remarquer.

Ce dernier facteur a, également, "généré un abandon et une dégradation de ce patrimoine du fait de l'exode des habitants des villages vers l'espace urbain, plus prometteur, à la recherche du travail et des commodités de vie meilleure" ajoute-t-elle.

APS

SÉTIF

## "Rassassat Ghadr" reproduit le début des massacres du 8 Mai 1945

"Rassassat ghadr" (Une balle traîtresse), un spectacle exécuté par des éléments des Scouts musulmans algériens (SMA) du commissariat de Sétif a reproduit sur le même lieu historique les événements marquant le début des massacres du 8 mai 1945 dans une ambiance chargée d'émotion.

Le spectacle, premier du genre sur le lieu où est tombé en martyr, au centre-ville de Sétif, le chahid Saâl Bouzid, première victime des massacres du 8 mai 1945, a été présenté devant le secrétaire général du ministre des Moudjahidine et Ayants droit, Laïd Rebika, des autorités civiles et militaires, la famille révolutionnaire et plusieurs cadres centraux.

Suivi également par une foule composée de jeunes et de familles ayant participé à la marche de la fidélité sur les traces des chouhada depuis la mosquée Abi-Dher-el-Ghifari à l'ex-hôtel de France où se dresse aujourd'hui la stèle commémorative Saâl Bouzid, le spectacle de sept minutes a été présenté par une trentaine de scouts qui avaient restitué la triste ambiance ensanglantée vécue par leurs aïeux un certain mardi 8 mai 1945, marquant le début de ces massacres avant qu'ils ne s'étendent au reste du pays. L'œuvre commence lorsque les manifestants pacifiques parviennent à l'hôtel de France où apparut le drapeau national suscitant la réaction des policiers français qui tentèrent de s'en emparer. Dans la bousculade l'étendard national tombe à terre et est aussitôt repris par Saâl Bouzid poursuivi par les policiers qui lui tirent dessus abattant ainsi le premier martyr de la marche qui avait débuté pacifiquement pour se terminer par d'effroyables massacres qui avaient coûté la vie à 45.000 victimes ouvrant la voie à la Révolution du 1<sup>er</sup> Novembre 1945.

ADRAR

## Les SMA organisent un forum des jeunes sur la mémoire nationale

Un forum des jeunes sur la mémoire nationale a été organisé samedi à Adrar, dans le cadre de la commémoration de la journée nationale de la mémoire et des événements du 8 Mai 1945.

Initiée par les Scouts musulmans algériens (SMA) et la direction des Moudjahidine et Ayants droit de la wilaya d'Adrar, la rencontre vise à faire connaître aux jeunes générations les énormes sacrifices consentis pour la libération du pays du joug de la colonisation française.

Elle a pour objectif aussi d'ancrer et de promouvoir les valeurs de citoyenneté chez la jeune génération pour rester fidèles au serment fait aux martyrs et s'en inspirer dans le processus d'édification. Les participants au forum, encadré par des chercheurs, ont abordé une série de thèmes liés à la mémoire nationale et à sa préservation.

La commémoration de la journée nationale de la mémoire a été marquée, par ailleurs, par une cérémonie de levée des couleurs nationales et de recueillement à la mémoire des chouhada, et une représentation animée par des élèves sur la mémoire nationale dans l'imaginaire de l'enfant.

APS

TUNISIE

# Déboires du parti islamo-conservateur Ennahda

*Un casque de moto et un gilet pare-balles pour se protéger des "menaces" mettant en péril sa vie. La députée tunisienne Abir Moussi a frappé fort au sein de l'hémicycle, avec cet accoutrement, pour protester contre le fait que ses agents de sécurité soient interdits d'entrée au Parlement.*



Elle accuse le président de l'Assemblée des représentants du peuple (ARP), Rached Ghannouchi, également leader du parti islamo-conservateur Ennahda, d'en être à l'origine – même si aucun agent de sécurité n'est autorisé au sein de la plénière. La scène résume le quotidien de l'ARP depuis les élections législatives de 2019. L'assemblée est devenue le théâtre des confrontations entre Mme Moussi, tête d'affiche du Parti destourien libre (PDL, un parti de droite nostalgique de l'ère Ben Ali), et Ennahda, premier parti en nombre de sièges à l'ARP après les législa-

tives de 2011 et 2019.

"La phase actuelle est vraiment compliquée, car nous faisons face à la fois à un Parlement très morcelé et à la montée du populisme incarné par Abir Moussi", déclare Khalil Baraoumi, membre du bureau exécutif d'Ennahda.

Les joutes de l'assemblée ne sont pas les seules turbulences que traverse Ennahda. Le principal défi auquel le parti est confronté est l'érosion de sa base électorale. Depuis les élections de 2011, il a perdu les deux tiers de son électorat (passant de 1,5 million à 560.000 voix) et 40

% de son capital de sièges à l'ARP. Il peine à maintenir son influence dans la configuration politique actuelle. Partisan du dialogue et du consensus face à ses adversaires politiques, avec lesquels il a gouverné depuis dix ans au fil de diverses coalitions, il doit se défendre et attaquer sur plusieurs fronts.

Hors de l'Assemblée, il est en opposition avec le chef de l'État, Kais Saïed, dont il dénonce la tentation de pouvoir personnel ainsi que le refus d'adhérer à l'initiative de "dialogue national" réactivée par l'Union générale tunisienne du travail (UGTT)

afin de faire face à la crise politique et socio-économique. En 2013, alors que la Tunisie était plongée dans l'instabilité après deux assassinats politiques, cette démarche avait apaisé les tensions et valu au pays le Prix Nobel de la paix en 2015. Mais cette fois, la tentative piétine.

Le 27 février, en pleine crise sanitaire, Ennahda a organisé un rassemblement massif à Tunis, en soutien au gouvernement de Hichem Mechichi, lequel est en délicatesse avec le chef de l'État.

Ennahda, parti d'opposition sous Ben Ali, il n'a pas pu engager de réflexion profonde depuis la révolution, si ce n'est le tournant pris en 2016 avec sa transformation officielle de parti islamiste en parti civil.

CHILI

## Les indépendants domineront l'Assemblée constituante

C'était un scrutin inédit dans l'histoire du Chili. Les électeurs ont eu deux jours, samedi 15 et dimanche 16 mai, pour choisir les 155 personnes chargées d'écrire le texte fondamental qui devrait guider la vie du pays pendant les décennies à venir. Alors que plus de 90 % des bulletins avaient été dépouillés dimanche soir, le vote marque la défaite de la droite (environ 20 % des suffrages), des partis traditionnels et la victoire des candidatures indépendantes. Etalée sur 48 heures, afin d'aplanir les déplacements en raison de la pandémie due au coronavirus, l'élection de l'Assemblée constituante, initialement prévue au mois d'avril, avait été reportée face à la forte recrudescence des contaminations.

"La droite au pouvoir est punie. Le gouvernement est faible, abîmé et cela se reflète dans ses résultats, analyse Paulina Astroza, politiste et enseignante à l'université de Concepcion (centre du pays). La droite s'est alliée à l'extrême droite et elle ne parvient même pas au tiers des suffrages auquel elle prétendait au minimum." Un étiage d'autant plus signifiant que deux tiers des voix sont nécessaires pour approuver les articles de la Constitution.

Les candidatures indépendantes enregistrent, elles, "un triomphe", selon Mme Astroza : "Il s'agit des acteurs des mouvements sociaux, qui militent pour la défense de l'environnement ou le droit à un logement digne, par exemple, ce sont ceux qui sont descendus dans la rue en 2019 pour manifester, en dehors des partis politiques." Historique, le scrutin constitutionnel est l'un des grands acquis du mouvement social contre les inégalités de 2019, lors duquel le souhait de tirer un trait sur une - Carta Magna - rédigée pendant la dictature (1973-1990) s'est affirmé comme une nécessité autant symbolique que juridique, le texte posant les bases libérales du pays, décriées par la rue. Un an après le soulèvement social sans précédent de 2019, les Chiliens approuvaient massivement lors d'un référendum, en octobre 2020, l'écriture d'une nouvelle Constitution.

Agences

SUISSE

## Nouvelle loi antiterroriste

De l'Onu à Amnesty, beaucoup estiment que la nouvelle loi antiterroriste suisse, prévoyant l'assignation à résidence préventive dès l'âge de 15 ans, met en danger l'héritage du pays en matière de droits humains.

Souhaitant mieux protéger sa population après les attentats de Paris en 2015, Berne a créé une base légale, validée en 2020 par le Parlement, permettant à la police d'agir plus facilement à titre préventif face à un "terroriste potentiel". Quelques dizaines de cas par an seraient concernés, selon la police fédérale. Jusqu'ici, la Suisse a été épargnée par les attentats jihadistes qui ont frappé l'Europe, mais la menace reste "élevée" selon les autorités qui soulignent qu'"en 2020 deux attaques au couteau, probablement à motivation terroriste, ont eu lieu", à Morges et Lugano.

Les autorités observent également une

"augmentation générale de l'intensité de la violence de l'extrême gauche" et voient l'extrême droite comme une menace. Les opposants de gauche ont recueilli assez de signatures pour la tenue d'un référendum, le 13 juin. Les premiers sondages montrent que la loi récolte un large soutien.

Le texte "ne remet pas seulement en question la crédibilité de la tradition humanitaire de la Suisse, mais pourrait également ouvrir la voie, au niveau international, à une politique sécuritaire qui se sert d'instruments punitifs à l'égard de personnes n'ayant commis aucune infraction pénale", explique Alicia Giraudel, juriste à la section suisse d'Amnesty International. Le gouvernement assure que les droits fondamentaux seront garantis et fait valoir que les programmes de déradicalisation sont insuffisants face à la menace que représentent certaines personnes.

Grâce à la loi, la police pourra mieux les surveiller, limiter leurs déplacements et les obliger à participer à des entretiens. Tout ceci dès l'âge de 12 ans. Et dès 15 ans, les personnes pourront être assignées à résidence pendant neuf mois, moyennant l'approbation d'un tribunal. Pour les opposants, ces mesures contreviennent à de nombreuses normes internationales en matière de droits humains, dont la Convention de l'Onu sur les droits de l'enfant, et vont nuire à la réputation du pays.

Car si la France est la patrie des droits de l'homme, la Suisse en est considérée la gardienne en tant que dépositaire des Conventions de Genève et siège du Conseil des droits de l'Homme et du Haut-Commissariat des Nations unies. L'Onu est d'ailleurs très critique envers la loi.

RUSSIE

## La justice pourrait mettre hors la loi le mouvement de Navalny

La justice russe commence à examiner une demande du parquet pour qualifier d'"extrémistes" les organisations de l'opposant emprisonné Alexeï Navalny, un procès considéré par ses partisans comme visant à mettre hors-la-loi son mouvement. Cette première audience du procès, prévue à huis clos dans le tribunal municipal de Moscou, intervient à la veille de la première lecture à la Douma, chambre basse du Parlement, d'un projet de loi interdisant aux personnes impliquées dans des organisations classées «extrémistes» d'être élues députés. Le parquet russe avait demandé mi-avril de qualifier plusieurs

organisations liées à Alexeï Navalny d'"extrémistes", un qualificatif qui fait encourir aux collaborateurs et partisans de l'opposant de lourdes peines de prison. Lui-même est incarcéré depuis janvier, et a fait une grève de la faim de trois semaines en avril. Cette demande vise le Fonds de lutte contre la corruption (FBK) d'Alexeï Navalny, connu pour ses enquêtes dénonçant le train de vie et les malversations des élites russes, et les bureaux régionaux de l'opposant, qui s'occupent notamment d'organiser les manifestations en son soutien ou d'activités préélectorales. Le parquet accuse les organisations d'Alexeï

Navalny de chercher à "créer les conditions de la déstabilisation de la situation sociale et sociopolitique en Russie, sous couvert de slogans libéraux".

Principal opposant russe et pourfendeur acharné de la corruption, Alexeï Navalny, comptait présenter ses candidats pour les législatives de septembre, ou alors soutenir ceux d'autres formations les plus à même de battre les représentants du parti du Kremlin. Si ses organisations étaient classées extrémistes, elles seraient de facto interdites et leurs membres menacés de peines de prison.

Agences

YÉMEN, CHUTE DE MA'RIB

# Al Qaïda au secours de l'Arabie saoudite

*Al Qaïda et le parti Islah sont des groupements islamistes inscrits sur la liste noire des organisations terroristes, pourtant leur concours militaire a été sollicité par l'Arabie saoudite, au nom du primat sunnite, avec l'accord des Occidentaux.*

La chute de Ma'rib constitue un retentissant camouflet pour la coalition pétro-monarchique et ses parrains occidentaux, voire même un tournant dans la guerre, attendu que Ma'rib représente le dernier bastion du Président en exil Abd Rabbo Mansour Hadi, dans ce qui fut le Yémen du Nord avant l'unification du pays, en 1990.

Les Houthis ont réussi à faire tomber Ma'rib au terme de trois mois d'âpres combats, en dépit des raids incessants de l'aviation pétro-monarchique, du blocus occidental des ports yéménites, des menaces des États-Unis de faire appliquer le chapitre VII de la charte de l'Onu prévoyant des sanctions en vue de faire cesser le siège de la ville; en dépit, enfin, du renfort des djihadistes d'Al Qaïda et du parti islamiste Al Islah.

## Conquête de la colline rouge

La plus importante fortification de défense du chef-lieu de la zone pétrolière du Yémen par les Houthis constitue un point de non retour dans le cours des combats.

Depuis le début de la bataille de Ma'rib, la hiérarchie militaire yéménite pro-saoudienne a payé un lourd tribut à la guerre. Près de 30 officiers y ont trouvé la mort, notamment 5 officiers supérieurs du commandement : le général Abdallah al Hadiry, adjoint opérationnel du général Ali Mohsen Al Ahmar, le commandant en chef yéménite des troupes pro-monarchiques, son directeur de cabinet, le général Abdallah Al Arar, son plus proche collaborateur, le général Adel Al Qamiry, ainsi que le général Abdallah Al Hadry, directeur de la justice militaire et le colonel Abdel Ghani Salmane, responsable de l'administration du corps des officiers.

6 ans après avoir délogé le Président Hadi de sa capitale, Sana'a, en février 2015, trois ans après la destruction des installations du géant pétrolier saoudien Aramco, la conquête de Ma'rib paraît devoir porter un sérieux coup à la crédibilité militaire de l'Arabie saoudite et des Émirats arabes unis, et, au delà, à la sagacité stratégique des deux chefs de file de la contre-révolution arabe, les deux impétueux princes héritiers, Mohamad Ben Salmane et Mohamad Ben Zayed (Abou Dhabi), initiateurs de cette guerre d'agression contre le plus pauvre des pays arabes en 2015.

Remporté malgré le renfort d'Al Qaïda et du parti Al Islah, la branche



yéménite de la confrérie des Frères Musulmans, ce fait d'armes paraît devoir propulser les Houthis au rang d'acteur majeur au niveau de la Péninsule arabique, au même titre que le Hezbollah libanais au Moyen-Orient.

Chef-lieu de la zone pétrolière du Nord Yémen, Ma'rib produit près de 10 % du gazole et, surtout, 90 % du gaz de pétrole liquéfié consommé dans le pays. Capitale de l'ancien royaume de Saba, située à 120 kilomètres de Sana'a, elle est le point de départ de l'oléoduc Marib-Ra's Isa. La participation d'Al Qaïda et du parti Al Islah aux combats du Yémen dans le camp saoudien a été rapportée par le journal libanais Al Akhbar en date du 10 avril 2021 et 24 avril 2021.

## Coup de semonce balistique syrien dans le périmètre de sécurité de Dimona

En toile de fond des négociations de Vienne sur le nucléaire iranien et des pourparlers saoudo-iraniens à Baghdad, la victoire houthiste devrait élargir la marge de manœuvre des principaux protagonistes de l'axe de la contestation à l'hégémonie israélo-américaine dans la zone, dont le chef de file est l'Iran, la Syrie, le point focal de sa résistance, et les meneurs de sa guerre asymétrique, le Hezbollah et les Houthis aux deux extrémités du Monde arabe, le libanais face à Israël, le yéménite face à

l'Arabie saoudite, les deux points d'articulation de la stratégie américaine au Moyen-Orient.

En superposition, le coup de semonce balistique syrien, nullement fortuit, dans le périmètre de sécurité du site nucléaire israélien de Dimona, dans le désert du Néguev et la fourniture de 6 tankers iraniens à la Syrie, – un convoi sous escorte navale russe, à la veille du Ramadhan 2021, brisant ainsi le double embargo américain contre la Syrie et l'Iran – témoignent du degré de mobilisation des contestataires au camp atlantiste et de leur détermination à s'opposer à leurs menées, tant en Ukraine qu'au Moyen-Orient.

Pour mémoire, l'annexion de la Crimée par la Russie, le 16 mars 2014, est intervenue le jour même de la chute du bastion djihadiste d'Al Qoussayr, en Syrie, aux mains du Hezbollah libanais.

Pour rappel, le lancement le 2 octobre 2012 d'un avion sans pilote du Hezbollah en direction d'Israël a constitué la première incursion aérienne réussie de l'aviation arabe depuis la guerre d'octobre 1973, il y a 47 ans. Son survol du site nucléaire de... Dimona, déjà, avait démontré à l'époque l'absence d'étanchéité du dôme d'acier - israélien, édifié avec de coûteux moyens avec l'aide américaine en vue d'immuniser le ciel israélien de toute attaque hostile.

Cet exploit militaire du Hezbollah, et

par voie de conséquence de l'Iran, était apparu comme une spectaculaire démonstration de leur capacité technologique à forte portée psychologique tant à l'égard d'Israël que des États-Unis, qu'à l'encontre du groupement des pays sunnites gravitant dans l'orbite atlantiste.

## Rétropédalage de l'Arabie saoudite envers la Syrie

Face à ces perspectives alarmistes, – les prévisions du FMI et les revers militaires pétro-monarchiques au Yémen, – l'Arabie saoudite a entrepris un rétropédalage de sa politique. Outre la fermeture du bureau de représentation de l'opposition syrienne offshore pétro monarchique en Arabie saoudite, le chef des services de renseignements saoudien, le général Khaled Al Houmeidane a effectué, fin avril 2021, une visite à Damas pour des entretiens avec le président Bachar Al Assad et son conseiller pour les affaires de sécurité, le général Ali Mamlouk, visant à la normalisation des relations entre Damas et Ryad. La réouverture de l'ambassade saoudienne à Damas pourrait intervenir ces jours-ci.

Selon des indiscretions rapportées par le site en ligne - *Ar Rai Al Yom* -, les Saoudiens ont fait valoir à leurs interlocuteurs syriens que - l'arabisme (le sentiment d'appartenance à la nation arabe) est le meilleur antidote à l'extrémisme islamique -.

La mort d'Ali Mamlouk avait été annoncée au printemps 2015, soit il y a six ans, par la presse britannique dans une opération d'intoxication destinée à démoraliser les troupes gouvernementales syriennes à la veille d'une offensive combinée des djihadistes depuis le Golan et le Front Sud, le secteur Deraa, région frontière syro-jordanienne.

Des journalistes français généralement présentés comme étant de grands connaisseurs des affaires du Moyen-Orient ont repris l'information concernant Ali Mamlouk en mentionnant sa destitution et brochant abondamment sur les raisons de son éviction. 6 ans après, le général Mamlouk est toujours à son poste. De telles élucubrations, sur fond de présupposés idéologiques post coloniaux, expliquent pour une large part le désastre stratégique de la France en Syrie.

Le Congrès américain a certes fustigé dans un rapport les Frères Musulmans, mais l'administration américaine - qu'elle soit républicaine ou démocrate - cautionne la coopération avec cette confrérie pour autant qu'elle sert les intérêts impériaux des États-Unis et de ses alliés régionaux. Au-delà des deux mouvements islamistes, la coalition pétro-monarchique est soutenue par les Occidentaux qui assurent le blocus maritime des ports yéménites, ainsi que par Israël qui se livre à des actions de harcèlement contre la flotte pétrolière iranienne dans la zone.

Agences

FOOTBALL, CHAMPIONNAT DE LIGUE 1

# Les Hamraoua rêvent du titre

Le MC Oran a réalisé une excellente première partie de saison. Avec 2 défaites seulement qui remontent à la fin janvier, 10 victoires, 9 matchs nuls et une 2e place avec 39 points, soit à 5 unités du leader sétifien, les gars d'El-Hamri commencent à rêver du titre.

PAR MOURAD SALHI

L'objectif en début de saison était clair pour les Oranais : jouer les premiers rôles. Même si le championnat est encore long et que tout est possible, il est difficile d'imaginer pour les Oranais de ne pas terminer sur le podium, vu leur dynamique actuelle, sous la houlette de l'entraîneur Kheïredine Madoui.

L'équipe n'a perdu que 2 matchs sur 21 joués jusque-là. Il s'agit des matchs à l'extérieur face, respectivement, à l'ES Sétif (4-1) et USM Alger (2-0). L'équipe reste sur 9 matchs sans la moindre défaite. La dernière victoire a été remportée la semaine dernière à Tizi-Ouzou contre la JS Kabylie (0-1), en match avancé de la 21<sup>e</sup> journée.

L'attaque oranaise a réussi à inscrire 30 buts depuis l'entame de la saison, contre 19 buts encaissés. Autrement dit, le Mouloudia d'Oran possède l'une des meilleures attaques du championnat cette saison. Avec un peu plus de vigilance défensive, le MCO pourrait faire encore mieux lors de la seconde manche. Des statistiques qui ne sont pas le fruit du hasard mais d'un travail de longue haleine et d'un recrutement de qualité. Il peut encore se passer énormément



de choses en 3 mois et en 17 matchs restants, mais les Hamraoua peuvent se permettre de rêver. Cela faisait de nombreuses années que cette équipe n'a pas été aussi performante. Il faudra montrer la même régularité jusqu'à l'ultime journée.

"L'objectif de terminer la saison en haut du tableau constitue le rêve de tout le monde. Notre équipe est parmi les clubs qui rêvent de terminer l'exercice sur le podium. On a tout pour bien finir la saison. Les supporters le méritent. Le MCO a une carte à jouer cette saison. Il faut profiter de cette belle opportunité pour atteindre notre objectif qui consiste à renouer avec les consécutions", a déclaré Kheïredine Madoui.

Le Mouloudia d'Oran s'est qualifié également aux quarts de finale de la

Coupe de la Ligue 1. Il affrontera le WA Tlemcen dans un derby de l'Ouest indécis. Le président du club, Tayeb Mehiaoui, confirme que son équipe mise beaucoup sur cette épreuve qualificative pour la prochaine édition de la Coupe de la Confédération africaine (Caf). "Comme vous le savez, cette Coupe de la Ligue est qualificative pour la prochaine édition de la Coupe de la Confédération, et c'est pour cela que nous la prenons au sérieux. Nous allons faire de notre mieux pour l'emporter", a-t-il indiqué.

Lors de la prochaine journée du championnat, prévue ce week-end, le MC Oran recevra l'Olympique Médéa au stade Ahmed-Zabana, dans un duel qui s'annonce, a priori, à son avantage.

M. S.

LIGUE 1

## La LFP fixe les dates des 23<sup>e</sup> et 24<sup>e</sup> journées

La 23<sup>e</sup> journée du championnat national de Ligue 1 se jouera le mercredi 26 mai, tandis que la 24<sup>e</sup> manche a été programmée pour le dimanche 30 mai, a indiqué, ce lundi, la Ligue de football professionnel (LFP). "Les horaires des rencontres vous seront

communiqués prochainement", ajoute la même source. Pour sa part, la 22<sup>e</sup> journée aura lieu samedi prochain. À l'issue de la 21<sup>e</sup> journée, disputée dimanche, l'Entente de Sétif est toujours en tête avec 44 points. L'Aigle noir est suivi de la JS Saoura et du MC

Oran qui comptent le même nombre de points (39 pts). Dans le bas du tableau, les équipes dans le rouge ont pour noms : l'US Biskra (17<sup>e</sup> - 20 pts), l'SM Bel-Abbès (18<sup>e</sup> - 16 pts), la JSM Skikda (19<sup>e</sup> - 14 pts) et le CA Bordj Bou-Arredj (20<sup>e</sup> - 7 pts).

LIGUE AFRICAINE DE BASKET-BALL

## Défaite du GS Pétroliers face à l'AS Douanes

Le GS Pétroliers a raté son entame de compétition en s'inclinant face à la formation sénégalaise de l'AS Douanes (76-94) en match comptant pour la 1<sup>re</sup> journée (poule C) de la Ligue africaine de basket-ball (BAL), ce lundi à Kigali (Rwanda).

Les premiers pas du GSP dans cette saison inaugurale de la BAL ont été plutôt compliqués. Les coéquipiers de Mohamed Harat ont couru derrière le score durant la première mi-temps

(34-41), avant de sortir un très bon 3<sup>e</sup> quart temps durant lequel ils ont réussi à réduire l'écart à 4 points (63-67).

Toutefois, la fatigue a eu raison des Pétroliers qui n'ont pas réussi à enchaîner durant le quatrième et dernier quart temps. Dans l'autre match du groupe C, les Égyptiens du Zamalek ont pris le meilleur sur les Mozambicains de Ferroviario Maputo (71-55).

Composé d'un effectif 100 % algé-

rien, contrairement aux autres formations qui se sont renforcées avec des joueurs étrangers, dont des Américains, le GSP tentera de se racheter lors de sa seconde sortie, prévue aujourd'hui à 20h face au Zamalek, afin de se relancer dans la course à la qualification pour le deuxième tour. Par la suite, les capés de Sofiane Boulahia enchaîneront samedi prochain à 13h contre Ferroviario Maputo.

NAHD

## Dziri Billel s'en va à l'amiable

Dziri Billel n'est plus l'entraîneur du NA Hussein Dey. La direction du club et son désormais ex-coach ont convenu, ce lundi, pour un divorce à l'amiable. Alors que le championnat national de Ligue 1 a repris depuis 2 journées, la valse des entraîneurs a repris ses droits également.

En effet, le NA Hussein Dey est à nouveau à la recherche d'un capitaine pour diriger sa barre technique après avoir consommé déjà 2 entraîneurs.

Le départ de Dziri était plus que prévisible, notamment après le match nul concédé dimanche à domicile face à l'US Biskra (1-1), l'un des concurrents directs pour le maintien.

Au final, l'ancien entraîneur de l'USM Alger s'en va en laissant le club là où il l'a pris. Lors de son retour chez les Sang et Or, en janvier dernier, le club était classé à la 17<sup>e</sup> position (6 pts), tandis qu'aujourd'hui, le NAHD pointe à la 16<sup>e</sup> place (20 pts), à égalité de points avec l'USB, premier reléguable.

Par cette décision, Ould Zmirli veut réagir à cette situation alarmante tant qu'il est encore temps. Le patron du NAHD espère également dénicher l'oiseau rare qui aura plus de chance que ses prédécesseurs et qui saura, réellemment, provoquer le déclic chez les joueurs et ce, à 18 journées du terme de la saison.

MERCATO

## Aston Villa sur Mehdi Zerkane ?

Si les différents championnats s'apprentent à fermer leurs portes, le mercato estival, lui, ne fait que commencer. Mehdi Zerkane, international algérien des Girondins de Bordeaux, n'échappe pas à la règle.

La saison 2020-2021 aura été la saison des premières fois pour Mehdi Zerkane. Première saison complète en Ligue 1, avec 26 rencontres disputées (dont 11 comme titulaire). Première sélection en Équipe nationale, évidemment, avec une cape honorée en novembre 2020 face au Zimbabwe. Premier but, aussi, dans le cadre de la victoire bordelaise convaincante face au RC Lens (3-0).

Pour autant, et s'il est encore très jeune (21 ans), Mehdi Zerkane a déjà connu le monde du mercato puisque le joueur, natif de Clermont-Ferrand, avait été formé à l'AS Monaco avant d'être libéré, rejoignant ainsi la réserve des Girondins de Bordeaux.

L'histoire pourrait aller encore en s'accélération pour celui qui avait refusé une offre d'essai au FC Barcelone à l'âge de 12 ans. En effet, d'après nos confrères de L'Équipe, Zerkane serait fortement suivi par Aston Villa, actuel 11<sup>e</sup> de Premier League (première division d'Angleterre). Il pourrait ainsi faire l'objet d'une offre dès cet été, lui qui est sous contrat jusqu'en juin 2024 avec les Girondins de Bordeaux.

ENQUÊTES CRIMINELLES



21h00



A Lumes, le 12 avril 2016, Emilie et Mickaël se retrouvent face à Xavier Gougelet, l'ex-compagnon violent d'Emilie. Mickaël succombe à sa rage meurtrière. En Normandie, Virginie Mannechez a été abattue en octobre 2014 par son compagnon Denis, qu'elle venait de quitter. Tout porte à croire qu'il s'agit d'un drame de la jalousie.

LE GUÉPARD



21h00



En 1860, Garibaldi débarque en Sicile pour renverser les Bourbons. Tancredi, neveu du prince Salina et jeune homme ambitieux, se bat aux côtés des républicains, décidés à frayer un chemin au régime constitutionnel de Victor-Emmanuel, le roi de Piémont-Sardaigne. Salina, comprenant que les événements révolutionnaires sonnent le glas de la monarchie, soutient Tancredi.

PARIS-SG / MONACO



21h00



Le Paris-SG, vainqueur l'an dernier en finale de Saint-Etienne (1-0), grâce à un but de Neymar, va-t-il réaliser le doublé et conserver son titre, ce soir au Stade de France ? Les Parisiens et leur pépite Kylian Mbappé ont eu toutes les peines du monde à venir à bout de Montpellier, dans l'Hérault, en demi-finale, à l'issue de la séance de tirs au but.

LES ENFANTS DU SECRET



21h00



Sabine, une jeune archéologue bordelaise, découvre lors de l'inauguration de la crypte de la basilique Saint-Michel, un squelette revêtu d'une robe rouge. Bouleversée, elle apprend qu'il s'agit en fait du squelette de sa mère, décédée trente-cinq ans plus tôt dans un accident de voiture. La police de Bordeaux penche pour une blague macabre.



LA SELECTION  
DU MIDI LIBRE

MOI, DANIEL BLAKE



21h00



Atteint d'une maladie cardiaque, Daniel Blake, menuisier, ne peut plus travailler. Or l'administration ne l'entend pas de cette oreille : il doit rechercher un emploi sous peine de sanction. Alors que, âgé de 59 ans, il doit apprendre à se débrouiller avec un ordinateur pour accomplir ses démarches, il croise le chemin de Katie, une mère célibataire de deux enfants. Elle a dû quitter sa ville natale pour ne pas être placée dans un foyer d'accueil.

MIKA À L'OPÉRA ROYAL DE VERSAILLES



21h00



Pour s'approprier ce show classique, acoustique, intime et différent de ce qu'il a pu faire auparavant, Mika se produit sur un immense proscenium au centre de l'Opéra royal de Versailles avec un décor inversé et en arrière-plan, la salle. Plus qu'un spectacle, Mika propose un voyage géographique grâce à sa musique, traversée par de nombreuses influences, un voyage intense entre les genres et les émotions.

TOP CHEF



21h00



C'est la 15<sup>e</sup> semaine du plus grand concours de cuisine réservé aux professionnels pour les quatre candidats toujours en lice. L'épreuve de Lionel Giraud : les algues. Qui va réussir à mettre les algues en valeur au coeur de son assiette ? L'épreuve de Stéphanie Le Quellec : les petits pois. C'est sur ce produit connu de tous et parfois mal aimé que la cheffe a décidé de défier les candidats.

ESPRITS CRIMINELS



21h00



L'équipe se lance à la recherche de plusieurs tueurs en série. L'un d'eux enlève le visage de ses victimes féminines, un autre découpe le torse des hommes. JJ et Spencer sont sous le choc. La vie de JJ est même mise en danger au cours de cette enquête...



Gérant : Reda Mehigueni  
e-mail : direction@lemidi-dz.com

La rédaction  
e-mail : redaction@lemidi-dz.com

Standard : 021.18.22.67  
Rédaction : Tél-Fax : 023.18.22.67  
Publicité : Tél-Fax : 023.18.22.67  
publicite@lemidi-dz.com  
Pour vos publicités s'adresser à l'ANEP 01, avenue Pasteur, Alger

Impression :  
Centre : SIA Diffusion : Midi Libre  
EURL Midi Libre  
au capital social de 12.000.000 DA  
Compte Bancaire :  
SGA Bouzaréah : 021000071130000214 clé 16  
Adresse : 12 rue Fouzia-Moulahe Rostomia Clairval Alger.

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de la rédaction. Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustration, adressés ou remis à la rédaction ne seront pas rendus et ne feront l'objet d'aucune réclamation.

Fajr	03:53
Dohr	12:44
Asr	16:34
Maghreb	19:55
Icha	21:29

OMS

## La pandémie du Covid-19 est loin d'être terminée

La pandémie du nouveau coronavirus est loin d'être terminée dans le monde, averti lundi l'Organisation mondiale de la santé (OMS) malgré une baisse mondiale des cas et des décès pour la deuxième semaine consécutive. "Dans un certain nombre de pays, la situation continue d'être très préoccupante", a mis en garde Tedros Adhanom Ghebreyesus, directeur général de l'OMS, lors d'un point de presse virtuel. Mais la situation épidémique diffère d'une région ou d'un pays à un autre.

La pandémie, nouvelles vagues  
A ce sujet, l'OMS rappelle "l'énorme fossé qui se creuse. Dans certains pays où les taux de vaccination sont les plus élevés, on semble penser que la pandémie est terminée, alors que d'autres connaissent d'énormes vagues d'infection", a fait remarquer le chef de l'OMS. Même certains pays qui avaient réussi à contenir la maladie voient "une augmentation spectaculaire des cas, des hospitalisations et des décès", a-t-il poursuivi, ajoutant que "de nouvelles variantes préoccupantes, des systèmes de santé fragiles, une faible exécution des mesures de santé publique et des pénuries d'oxygène, de dexaméthasone et de vaccins aggravent la situation actuelle". Dans les pays signalant une hausse des contaminations, l'agence onusienne estime que c'est le moment de revenir à certains fondamentaux.

Il s'agit de s'assurer que les gens respectent les mesures de santé publique, notam-



ment la distanciation physique, le port de masques et la prévention des grands rassemblements. "Même là où les cas du Covid-19 ont chuté, le séquençage génétique est essentiel pour que les variantes puissent être suivies et que les mesures ne soient pas allégées prématurément", a-t-il fait souligné. Plus largement, la pandémie continue de se propager dans le monde, avec 162.177.376 cas confirmés enregistrés depuis le début de l'épidémie. Selon un décompte établi lundi par l'OMS, la pandémie du Covid-19 a déjà fait près de 3,36 millions de morts dans le monde.

### LANGUES MENACÉES DE DISPARITION

## Google lance une plateforme pour tenter de les préserver

La langue amazighe figure parmi les dix langues répertoriées jusqu'ici. Le langage est notre principal mode de communication, une façon de définir notre identité, d'exprimer notre histoire et notre culture, d'apprendre et de participer à la vie sociale. Sachant que la grande majorité des cultures du monde s'exprime de façon exclusivement orale, la langue parlée est la mémoire de l'héritage, des traditions et des valeurs d'un grand nombre de communautés. Quand les derniers locuteurs de l'une de ces langues meurent, des coutumes et une manière unique de percevoir le monde meurent également. Un grand nombre de linguistes alertent sur l'évanouissement des langues à une vitesse alarmante, bien plus rapidement que par le passé. Il a été estimé que sur quelque 7.000 langues existants aujourd'hui dans le monde, 40 % seraient menacées d'extinction. La majorité d'entre elles sont des langues indigènes. Avec elles, des cultures entières sont en danger. Sachant que les nouvelles générations ne les utilisent plus et préféreraient employer une langue nationale plus répandue. C'est le cas dans plusieurs pays, où des dialectes indigènes ont été remplacés par des langues occidentales bien souvent issues de la colonisation. D'après

Google, une langue disparaît tous les 14 jours. Pour essayer de garder une trace de ces langages, Google a mis en place le projet de plateforme Woolaroo dans le cadre de son service Art and Culture. La firme de Mountain View n'en est pas à sa première tentative de préservation des langues en danger d'extinction. Le service Traduction réunit déjà environ 110 langues et Google répertorie déjà d'autres dialectes. Mais la force de ce nouveau projet réside dans l'utilisation du "crowdsourcing", la collecte du savoir grâce à la foule. Autrement dit un travail participatif. A noter que les langues répertoriées jusqu'ici, sont au nombre de dix : la langue aborigène yugambé, la langue juive yiddish, la langue berbère tamazight, la polynésienne de l'île de Pâques rapa nui, l'aztèque nawat, la néo-zélandaise maori, le grec de Calabre, le sicilien, le créole de Louisiane et la langue taï de Chine Yang Zhuang. Ces langues sont tout au plus parlées par quelques milliers de personnes, parfois juste une centaine. Il est prévu d'ajouter plus de dialectes dans le futur. Il est pour l'instant possible de traduire les langues en anglais, français, arabe et espagnol.

I. A.

### BILAN CORONA

## 208 nouveaux cas et 7 décès en 24 heures

L'Algérie a enregistré, mardi 18 mai 2021, une nouvelle hausse du nombre des contaminations au coronavirus repassant au-dessus des 200 sujets infectés lors des dernières 24 heures, selon le dernier bilan rendu public par le Comité scientifique de suivi de l'évolution de l'épidémie.

Selon le communiqué du Comité scientifique, le nombre des nouvelles contaminations recensées sur les dernières 24 heures est de 208 nouveaux cas contre 174 cas enregistrés durant la journée du lundi.

Pour les guérisons, le nouveau bilan a fait état de 133 nouveaux patients rétablis de la maladie contre 117 au bilan d'hier.

Concernant les victimes de l'épidémie du coronavirus, le bilan a fait état de 7 nouveaux décès, même chiffre que le bilan de la veille.

Ainsi, le total des cas confirmés de coronavirus s'élève à 125.689, celui des décès à 3.388 cas, alors que le nombre de patients guéris a atteint 87.614 cas, précise le communiqué, ajoutant que 22 patients sont actuellement en soins intensifs.

### COMITÉ EXÉCUTIF DE LA CAF

## Aucun Algérien à la tête des commissions

Le Comité exécutif de la Confédération africaine de football (Caf), dirigé par le président de l'instance continentale, le Sud-Africain Patrice Motsepe, a désigné, au cours d'une réunion tenue à Kigali (Rwanda), les présidents et vice-présidents des commissions permanentes de la Caf, selon un communiqué publié hier sur son site officiel.

Selon la liste dévoilée par l'instance, aucun représentant algérien ne figure à la tête de l'une des 9 commissions permanentes de la Caf.

Le Comité exécutif "a ratifié les décisions de nominations du comité d'urgence, prises sur proposition du Président", précise la même source.

Pour rappel, le Sud-Africain Patrice Motsepe, unique candidat, avait été élu par acclamation à la tête de la Caf, le vendredi 12 mars dernier, lors de la 43<sup>e</sup> assemblée générale de l'instance continentale, tenue à Rabat (Maroc).

Le propriétaire du club sud-africain de Mamelodi Sundowns a succédé au Malgache Ahmad Ahmad, suspendu de ses fonctions à l'été 2019, avant la fin de son mandat pour plusieurs violations éthiques, dont la "distribution de cadeaux" et le "détournement de fonds".

### Liste des présidents et vice-présidents des commissions permanentes :

Commission d'organisation de la Can : président : Patrice Motsepe (Afrique du Sud) - vice-présidents : Augustin Emmanuel Senghor (Sénégal) et Amaju Melvin Pinnick (Nigeria)

Commission des finances : président : Fouzi Lekjaâ (Maroc) - vice-président : Andrew Kamanga (Zambie)

Commission d'organisation du Chan : président : Seidou Mbombo Njoya (Cameroun) - vice-président : Moses Magogo (Ouganda)

Commission d'organisation des compétitions interclubs et de la licence des clubs : président : Ahmed Yahya (Mauritanie) - vice-présidents : Maclean Letshwiti (Botswana) et Djibrilla Hamidou Hima (Niger)

Commission d'organisation des compétitions jeunes : président : Suleiman Waberi (Djibouti) - vice-présidents : Pierre-Alain Mougoungui (Gabon) et Moustapha Ishola Raji (Libéria)

Commission d'organisation du football féminin : président : Kanizat Ibrahim (Comores) - vice-président : Isha Johansen (Sierra Leone)

Commission de développement du futsal et du beach soccer : président : Sita Sangare (Burkina Faso) - Vice-président : Abdicani Saïd Arab (Somalie)

Commission des affaires juridiques et des associations nationales : président : Augustin Emmanuel Senghor (Sénégal) - vice-président : Elvis Chetty (Seychelles)

Commission médicale : président : Wady Jary (Tunisie) vice-président : temporairement vacant

N.-B : le président Motsepe reçoit toujours des propositions supplémentaires concernant la commission d'arbitrage et la commission technique et développement.